

# Pacte Financier et Fiscal de la Communauté de Communes de Petite Camargue



**Aimargues – Aubord – Beauvoisin – Le Cailar – Vauvert**



# Préambule

Ce pacte financier et fiscal (PFF) de la Communauté de Communes de Petite Camargue (CCPC) s'inscrit dans le cadre du renouvellement des mandats communaux et communautaires. Ce nouveau mandat se traduit par la volonté forte de la nouvelle équipe de mettre en œuvre un projet communautaire ambitieux et structurant pour le territoire. De plus, rappelons que la signature du contrat de Ville de la commune de Vauvert rend obligatoire cette réflexion commune matérialisée à travers un Pacte Financier et Fiscal.

Le contexte dans lequel s'inscrit ce nouveau mandat est particulier en raison :

- De la refonte des ressources fiscales du territoire compte-tenu de la suppression de la Taxe d'Habitation et des nouveaux produits fiscaux transférés pour la compenser ;
- Des transferts de compétences opérés sur les exercices précédents afin de répondre aux contraintes réglementaires qui ont générés une prise en charge par l'EPCI de nouveaux enjeux et de nouveaux services publics ;
- D'une crise sanitaire dont les répercussions sur les besoins de la population et plus indirectement sur les produits financiers et fiscaux risquent d'impacter les équilibres économiques sur les 2 voire 3 prochaines années.

C'est pour cela que cette démarche de Pacte a été structurée autour de deux axes majeurs :

- Un diagnostic exhaustif et précis de chaque entité du territoire afin de mettre en évidence les caractéristiques financières et fiscales de chacune tant sur la période passée que sur la projection future,
- Une concertation forte où chaque commune a été représentée pour conduire les réflexions sur ce projet commun.

**C'est à travers ce Pacte que sont repris les engagements communs du territoire pour la période 2022-2026. Comme tout document stratégique ce dernier pourra cependant faire l'objet d'une clause de revoyure afin de conserver sa pertinence et sa cohérence face au contexte qui s'imposera au territoire tout au long de ce mandat. Enfin, sa mise en œuvre sera initiée par le positionnement du Conseil Communautaire et de chacun des conseils municipaux car l'application concrète et réussie d'un tel projet ne résultera que d'une adhésion de tous.**



# le Pacte Financier et Fiscal

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



Ce n'est pas un moyen de se répartir des richesses mais bien un outil de gestion d'un territoire. La démarche consiste donc à s'interroger sur la traduction financière et fiscale des projets du territoire et d'en tirer toutes les conséquences, en prenant en compte les contraintes et objectifs des entités présentes : la Communauté des Communes et Communes membres.

Dans un contexte inédit de réduction des financements publics, le pacte financier et fiscal permet d'identifier les ressources financières et fiscales d'un territoire au-delà des limites administratives, dans l'objectif de les mobiliser à l'échelon pertinent pour les projets stratégiques tout en évitant un recours trop important à la fiscalité « entreprises » ou « ménages ».

Plusieurs axes peuvent ainsi être définis au travers de ce pacte entre Communauté et Communes membres : la programmation pluriannuelle des investissements et des compétences transférées, leurs financements, la gestion des compétences et le recours aux leviers fiscaux.

En d'autres termes, il appartient au pacte de mettre au clair toutes les décisions financières et fiscales qui permettront le financement des projets de chaque entité du bloc communal dans un contexte marqué par une contrainte forte sur les marges de manœuvre du bloc communal.

Le levier fiscal



**LE PACTE  
FINANCIER ET  
FISCAL**



Le levier organisationnel

Le levier transfert de  
charges



Le levier péréquation



# la Méthodologie



## Le déroulement de la construction du Pacte Financier et Fiscal au sein de la CC Petite Camargue



## Les phases de travail mises en œuvre pour l'élaboration de ce Pacte Financier et Fiscal

Phase de diagnostic individuel et consolidé du territoire 

Concertation entre élus sur les dispositions du Pacte Financier et Fiscal 

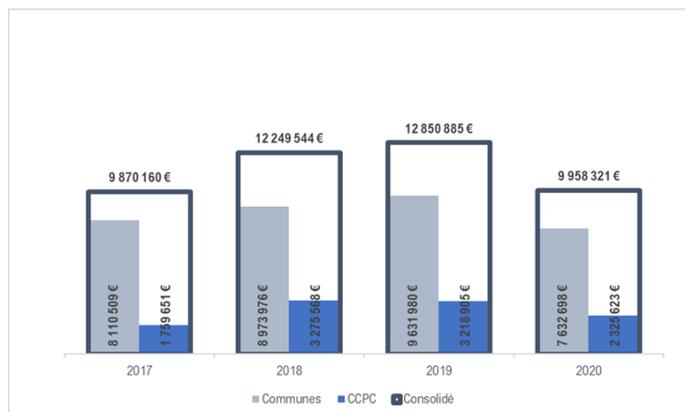
Validation et formalisation du Pacte 

La phase de diagnostic a donné lieu à la restitution d'une analyse rétrospective et prospective construite en collaboration avec les communes et la Communauté puis d'une restitution auprès des instances de pilotage de la mission.

L'étude rétrospective conduite sur la période 2017-2020 met en évidence les éléments suivants :

1. **Aucune collectivité du territoire n'est dans une situation d'insoutenabilité financière**
2. **Les communes ont porté la quasi-totalité de l'investissement local sur le précédent mandat**

### Dépenses d'investissement (montants en €)



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	-2,0%	-477 811 €
CCPC	9,7%	565 972 €
Consolidé	0,3%	88 161 €

### 3. La Communauté de Communes dispose d'une capacité financière à investir importante compte-tenu des marges d'autofinancement dégagées en fonctionnement, de son faible endettement et de l'abondement de son fonds de roulement sur la période

#### Le financement des investissements (montants en K€)

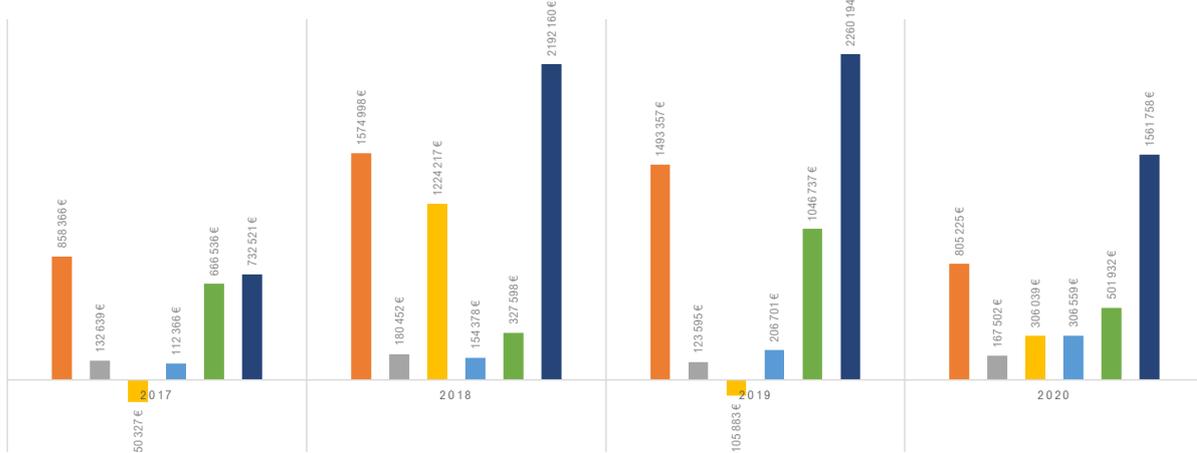
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total sur la période
<b>Dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>5 829</b>	<b>1 622</b>	<b>2 251</b>	<b>1 102</b>	<b>2 568</b>	<b>2 483</b>	<b>1 559</b>	<b>17 414</b>
dont dépenses d'équipement brut	5 572	1 622	2 251	1 102	2 568	2 483	1 559	17 157
dont autres dépenses	257	0	0	0	0	0	0	257
<b>Recettes d'investissement hors dette*</b>	<b>461</b>	<b>303</b>	<b>339</b>	<b>493</b>	<b>1 997</b>	<b>713</b>	<b>706</b>	<b>5 012</b>
Dont subventions et dotations	55	91	78	156	339	549	338	1 605
Autres recettes	407	212	262	337	1 658	164	368	3 407
<b>Charge nette d'investissement</b>	<b>5 367</b>	<b>1 320</b>	<b>1 911</b>	<b>609</b>	<b>572</b>	<b>1 770</b>	<b>853</b>	<b>12 402</b>
								<b>0</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>1 134</b>	<b>749</b>	<b>1 636</b>	<b>1 390</b>	<b>2 899</b>	<b>2 996</b>	<b>2 329</b>	<b>13 133</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>628</b>	<b>221</b>	<b>1 083</b>	<b>733</b>	<b>2 192</b>	<b>2 260</b>	<b>1 562</b>	<b>8 678</b>
<b>Variation du fond de roulement</b>	<b>-815</b>	<b>-1 099</b>	<b>371</b>	<b>124</b>	<b>1 621</b>	<b>490</b>	<b>709</b>	<b>1 401</b>
Fonds de roulement au 01/01	3 685	2 870	2 529	3 405	2 599	4 219	4 709	24 015
Fonds de roulement au 31/12	2 870	1 771	2 900	3 529	4 219	4 709	5 418	25 415
<b>Variation de la dette</b>	<b>3 419</b>	<b>-529</b>	<b>647</b>	<b>-658</b>	<b>-707</b>	<b>-736</b>	<b>-767</b>	<b>670</b>
Remboursement du capital de la dette	505	529	553	658	707	736	767	4 455
Emprunt	3 925	0	1 200	0	0	0	0	5 125

### 4. Les soldes d'épargne des communes sont très hétérogènes mais demeurent dans l'ensemble satisfaisant

#### (montants en €)

EVOLUTION DE L'ÉPARGNE NETTE

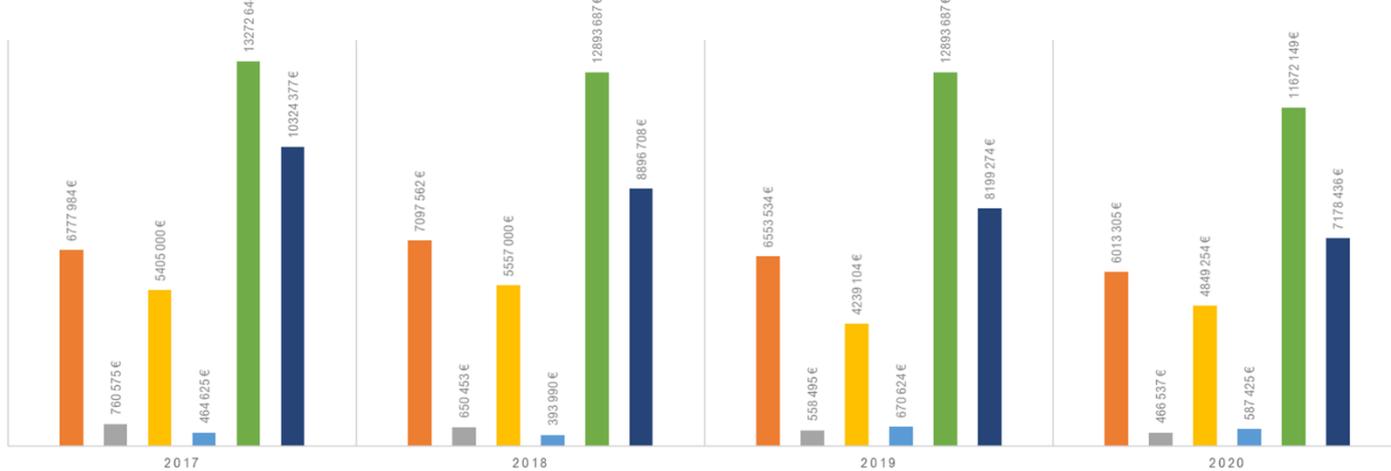
■ Aimargues ■ Aubord ■ Beauvoisin ■ Le Cailar ■ Vauvert ■ CCPC



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	-2,1%
Aubord	8,1%
Beauvoisin	-226,7%
Le Cailar	39,7%
Vauvert	-9,0%
CCPC	28,7%
Consolidé	15,8%

EVOLUTION DE L'ENCOURS DETTE

■ Aimargues ■ Aubord ■ Beauvoisin ■ Le Cailar ■ Vauvert ■ CCPC



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	-3,9%
Aubord	-15,0%
Beauvoisin	-3,6%
Le Cailar	8,1%
Vauvert	-4,2%
CCPC	-11,4%
Consolidé	-6,0%

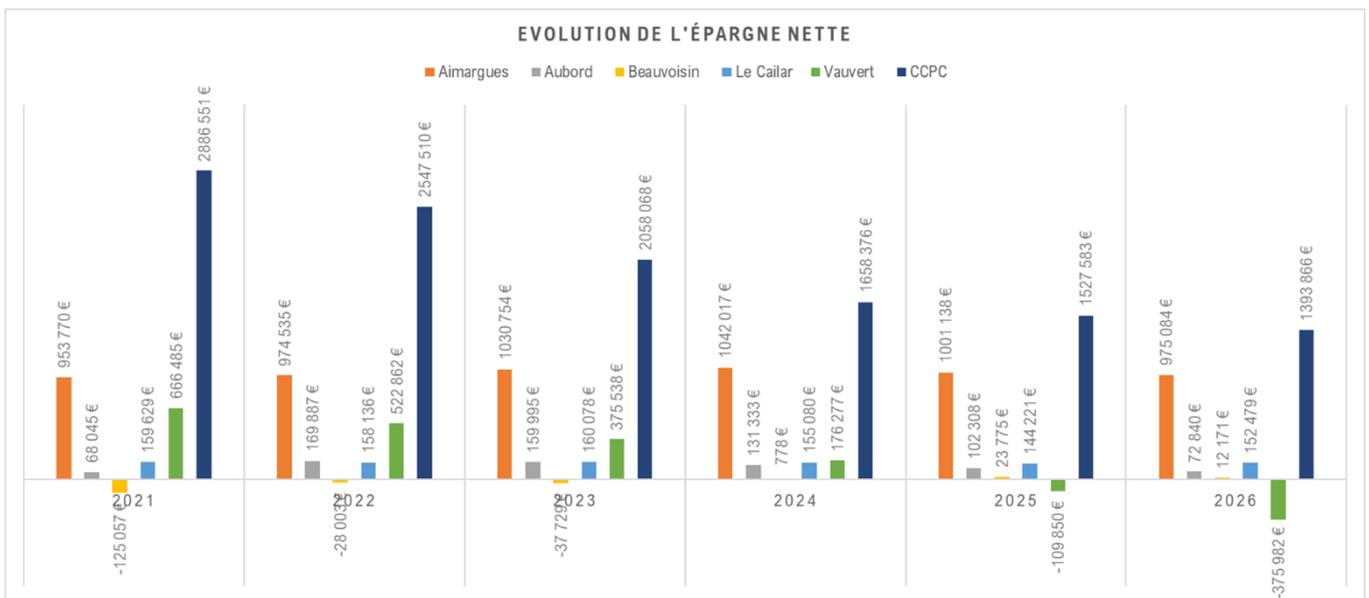
L'analyse prospective a été opérée pour chaque commune individuellement ainsi que pour la Communauté de Communes. Ces études ont été conduites considérant les hypothèses de projection suivantes :

- L'ensemble des postes de la section de fonctionnement ont été projetés considérant :
  - Des informations transmises par les collectivités lors de l'entretien individuel
  - Des projections financières et fiscales réalisées par le cabinet CapHornier sur les dotations et la fiscalité (bases fiscales)
- Au titre de la section d'investissement la prospective intègre :
  - Les PPI ou à défaut, la moyenne des investissements 2017-2021 constatée et appliquée chaque année sur la période 2021-2026
  - La perception du FCTVA l'année N sur 85% des dépenses d'investissement
  - Un taux de subvention prudent porté à 30% du montant total des dépenses d'équipement annuelles lorsqu'une moyenne des investissements a été retenue
  - Un bouclage par l'emprunt d'équilibre

L'étude prospective conduite sur la période 2021-2026 met en évidence les éléments suivants :

5. **Les communes se projettent sur le mandat dans une approche très pragmatique et prudente sur leurs gestions de fonctionnement afin de faciliter la mise en œuvre de projet d'investissement.**
6. **Néanmoins, la mise en œuvre de projets structurants pour deux communes, à savoir les communes de Beauvoisin et de Vauvert, induirait une situation financière fortement contrainte (épargne nette négative à compter de 2023)**

**Montants en €**



7. Le PPI de la CCPC est ambitieux et les engagements financiers conséquents. Les capacités d'autofinancement et d'endettement de l'EPCI permettent à la collectivité de porter ce niveau d'investissement sans remettre en question sa soutenabilité financière à moyen terme même si les soldes d'autofinancement diminueront de manière importante.

⇒ Cependant, trois points majeurs sont retenus dans ces projections :

- Les projections réalisées ont été établies sur la base du PPI de la CC communiqué au lancement des discussions ; toutes évolutions sur ce projet auront un impact sur les soldes financiers de la CC.
- Il n'a pas été considéré d'évolution dans le champ de compétences de la Communauté de Communes
- L'évolution des coûts de gestion en section de fonctionnement a été indexée d'une croissance de base sans prise en compte d'un changement de périmètre tant sur les ressources humaines que sur de nouveaux services
- Les recettes d'investissement attendues et inscrites au PPI ont été intégralement intégrées aux projections

*Toutes modifications de ces trois postulats nécessiteront une actualisation des projections afin de s'assurer de la faisabilité et de la poursuite des engagements du présent Pacte Financier et Fiscal.*



En synthèse, trois enjeux phares pour le territoire ont été identifiés pour le mandat à venir :

1. **Soutenir l'investissement des communes afin de réduire leurs besoins de financement extérieurs et ainsi améliorer l'épargne nette. Ce soutien doit également inscrire la Communauté comme vecteur et financeur de projets communaux.**
2. **Renforcer les capacités d'autofinancement brutes en allégeant les charges de fonctionnement des communes**
3. **Veillez à contenir la contraction de l'épargne de la CCPC considérant notamment les investissements à porter sur le mandat**

C'est sur cette base que la table ronde de concertation, réunissant les maires des communes a abouti à trois orientations constitutives du Pacte Financier et Fiscal de la CCPC.



# les Orientations retenues

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

SLOW

ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



Il est proposé de retenir 3 axes constitutifs pour ce premier Pacte Financier et Fiscal, à savoir :



## La mutualisation des services



## La Dotation de Solidarité Communautaire

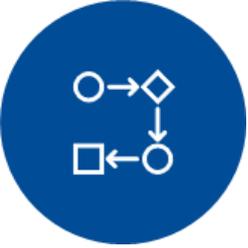


## Les Fonds de Concours

*La CCPC et ses communes membres n'ont pas souhaité inclure le levier fiscal dans les pistes de réflexion afin de ne pas augmenter la pression fiscale sur les contribuables compte-tenu de taux fiscaux relativement élevés comparativement à des territoires de taille comparable.*

Les axes de ce premier Pacte Financier et Fiscal se veulent déterminants pour soutenir l'action communale grâce à une mobilisation forte de la Communauté de Communes.





## La mutualisation des services

### Principe réglementaire

La mutualisation est régie par l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans sa version en vigueur depuis le 08 août 2019. Cet article détaille les modalités de mise en commun des services afin d'effectuer des missions fonctionnelles ou opérationnelles. Toutes les missions peuvent être mutualisées, à l'exception de celles exercées par les centres gestion de la fonction publique territoriale.

### Engagement du Pacte Financier et Fiscal

Pour rappel, le territoire est doté d'un schéma de mutualisation depuis 2017 dont peu d'actions ont été conduites malgré un intérêt et une attente forte de la part des communes.

A travers ce Pacte Financier et Fiscal, il est proposé :



Par ailleurs, le travail d'actualisation du schéma devra être réalisé à travers une concertation conduite au préalable entre les techniciens du territoire afin de prioriser les actions parmi les axes principaux suivants :

- La mise en œuvre de groupement de commandes permettant une optimisation des tarifs sur les achats communs à toutes les communes
- La mutualisation des engins et gros outillages
- La création de services communs sur des compétences spécifiques :
  - Informatique
  - Agent de protection
  - Vidéoprotection



Les objectifs recherchés :

- Obtenir un avantage sur les pratiques tarifaires pour l'ensemble des services communs à chaque entité
- Réduire les charges de fonctionnement et d'investissement en rationalisant les dépenses



Lancement dès 2022



## La dotation de Solidarité communautaire

### Principe réglementaire

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est un reversement institué par l'EPCI en direction des communes membres, les modalités de calcul de cette dotation sont définies à l'article L.5211-28-4 du CGCT.

Pour rappel, la DSC doit être répartie selon l'écart du revenu par habitant de la commune, le revenu moyen de l'EPCI et l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier de la commune au regard de la moyenne sur le territoire de l'EPCI. Cette part doit représenter au moins 35% du montant total de la DSC. Au-delà de cette part, le territoire a la possibilité de répartir les 65% restants sur la base de tout critère souhaité.

### Engagement du Pacte Financier et Fiscal

Il est proposé la mise en œuvre d'une enveloppe de DSC à destination des communes membres dès 2022 à hauteur d'un montant plafond de 240 000 €/an sur la période 2022-2026. Ce montant pourra être révisé annuellement par les élus communautaires en fonction des capacités de financement de la CCPC.

Les critères de répartition retenus pour la ventilation de cette enveloppe sont les suivants :



50% de l'enveloppe sur la base des critères légaux à savoir :

- La population DGF de l'année N-1
- Le revenu/hab.
- Le potentiel fiscal/hab.



Les critères de répartition des 50% restants à affecter ainsi que les pondérations de ces derniers de la manière suivante :

- **Part de logements sociaux : 30%**
- **Taux de chômage : 15%**
- **Garantie Petite Ville : 35%**
- **Voirie Communale : 20%**

Au titre de l'exercice 2022, ces critères aboutiraient à la répartition suivante :

	Montant de DSC sur la base des critères 2021
Aimargues	43 802 €
Aubord	34 543 €
Beauvoisin	42 481 €
Le Cailar	34 267 €
Vauvert	84 907 €
<b>TOTAL versé par la CCPC</b>	<b>240 000 €</b>



Objectif recherché :

- Soutenir l'épargne brute des communes membres



- Instauration de la nouvelle répartition dès 2022
- Actualisation annuelle des affectations communales au regard des critères
- Clause de revoyure envisageable à la discrétion du conseil communautaire



## Les fonds de concours

### Principe réglementaire

Le principe des fonds de concours est énoncé au sein du V de l'article L.5214-16 du CGCT, le montant de ce fond de concours ne peut excéder pour un financement, la part consacrée à l'investissement par le bénéficiaire hors subvention et dans le respect de l'enveloppe qui lui est affectée.

### Engagement du Pacte Financier et Fiscal

Le présent Pacte propose de renforcer le rôle de la Communauté de Communes dans son soutien à l'investissement communal à travers **un ensemble d'actions à mettre en œuvre dès 2022** :

Fixer l'enveloppe annuelle de Fonds de Concours à **600 000€ /an**

Répartir l'enveloppe entre les communes membres selon les critères suivants : **50% de l'enveloppe en fonction de la population DGF et 50% de l'enveloppe en fonction de l'inverse du potentiel fiscal 4 taxes/habitant**

Ouvrir la possibilité aux communes **de mobiliser l'enveloppe globale et cumulée du mandat sur un seul projet**

Intégrer à **un report des enveloppes annuelles non consommées** par les communes sur l'exercice suivant

### **Les thématiques d'éligibilité aux Fonds de Concours sont les suivantes :**

- La transition énergétique et climatique
- Les projets de solidarité locale
- Les initiatives économiques
- Les équipements structurants
- La valorisation du patrimoine et du territoire
- Les travaux de préservation et de mise en valeur du patrimoine naturel
- La valorisation des espaces publics
- Les aménagements d'intérêt communautaire

La répartition de l'enveloppe dans le cadre de ce nouveau Pacte s'établit de la manière suivante :

	Enveloppe annuelle de FDC Communautaire
Aimargues	110 027 €
Aubord	93 166 €
Beauvoisin	121 824 €
Le Cailar	97 856 €
Vauvert	177 128 €
<b>TOTAL versé par la CCPC</b>	<b>600 000 €</b>

Un règlement d'application détaillant les modalités précises de mise en œuvre de ces fonds de concours se doit d'être élaboré et validé par le Conseil Communautaire avant toute attribution. Compte-tenu du règlement existant à date et validé par le Conseil Communautaire en mai 2021 ; il est donc proposé de procéder à une actualisation du même règlement en adéquation avec les nouveaux principes engagés par le présent Pacte Financier et Fiscal.

Par ailleurs, il **est rappelé ici qu'au regard de l'enveloppe considérée et engagée par le CCPC, les communes devront anticiper leur demande auprès de la Communauté et engager une concertation forte entre elles afin de ne pas saturer la capacité financière de la CC sur un même exercice.**



#### Objectifs recherchés :

- Soutenir l'investissement des communes
- Limiter leurs recours à l'emprunt



- Instauration de la nouvelle répartition dès 2022
- Actualisation annuelle des affectations communales au regard des critères
- Clause de revoyure envisageable à la discrétion du conseil communautaire

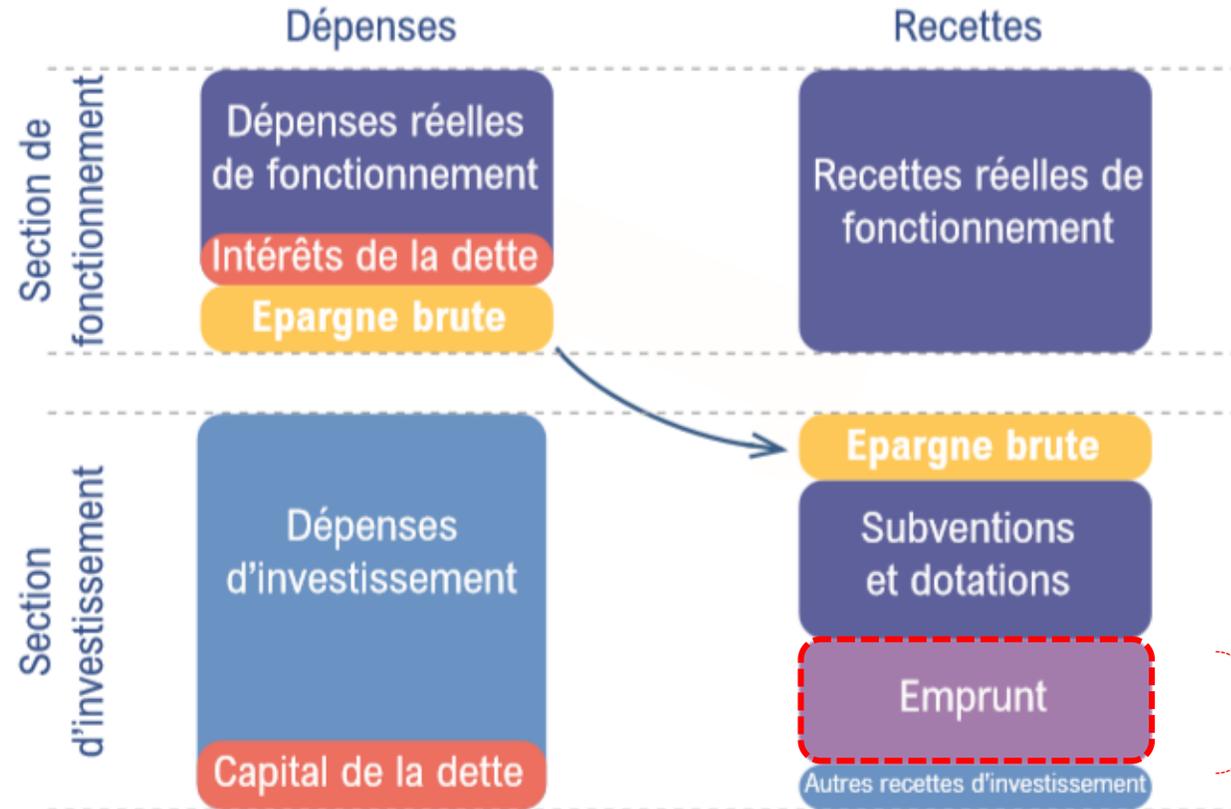


# Annexe n° 1 Diagnostic financier et fiscal rétrospectif et prospectif du territoire

# *Annexe n°1* Etude rétrospective et prospective – CC Petite Camargue et ses communes membres



# Equilibre des budgets et financement des investissements

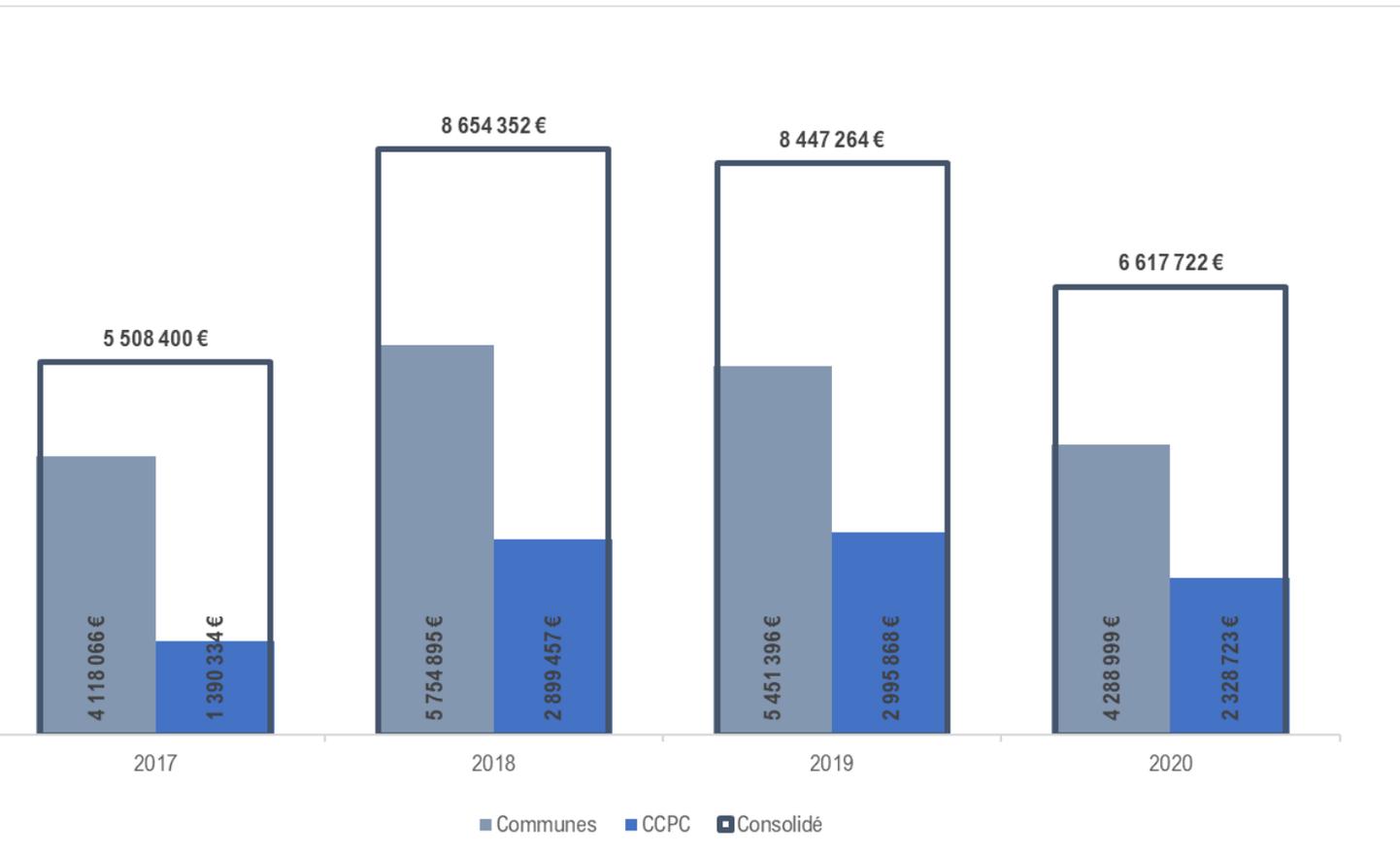


L'emprunt est donc une variable de bouclage des projections annuelles pour assurer l'équilibre

# Partie 1 : **Synthèse de la rétrospective du territoire**

## Grands équilibres financiers

# Solde de gestion – L' épargne brute (en €)



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	1,4%	170 933 €
CCPC	18,8%	938 390 €
Consolidé	6,3%	1 109 323 €

On constate une progression de +6,3% par an en moyenne de l'épargne brute du territoire.

Celle-ci résulte principalement d'une croissance forte de l'EB de la CCPC.

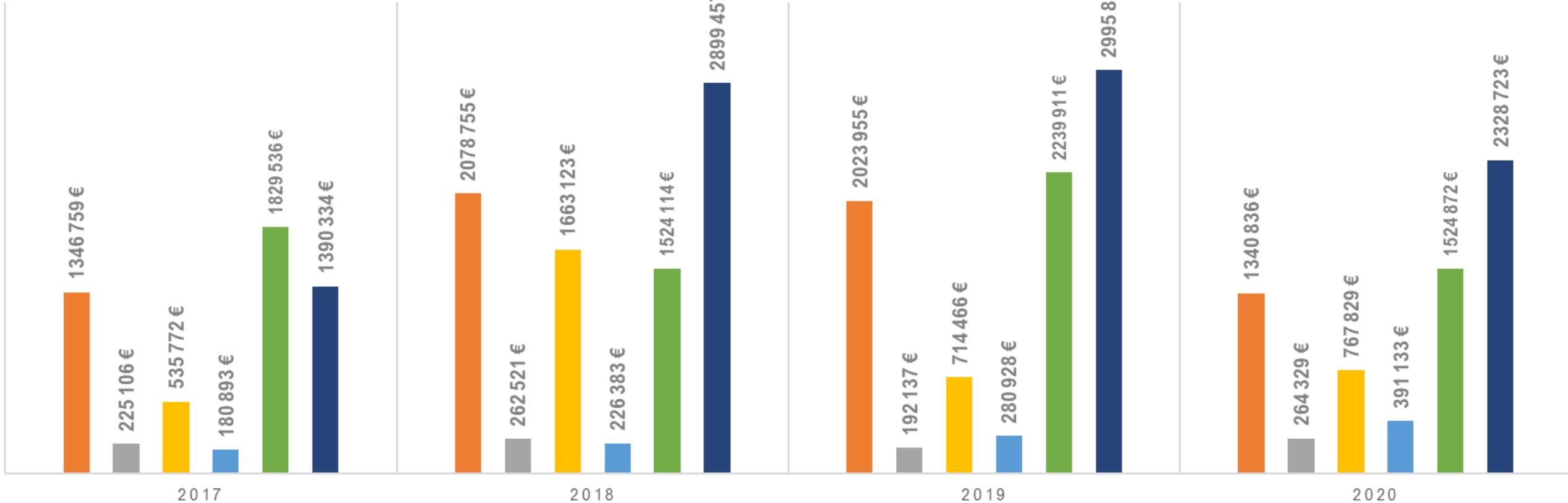
Les communes membres affichent cependant une croissance plus modérée (+1,4% par an en moyenne).

Relevons cependant que cette dynamique n'est pas constatée dans les mêmes proportions entre les communes.

# EVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE

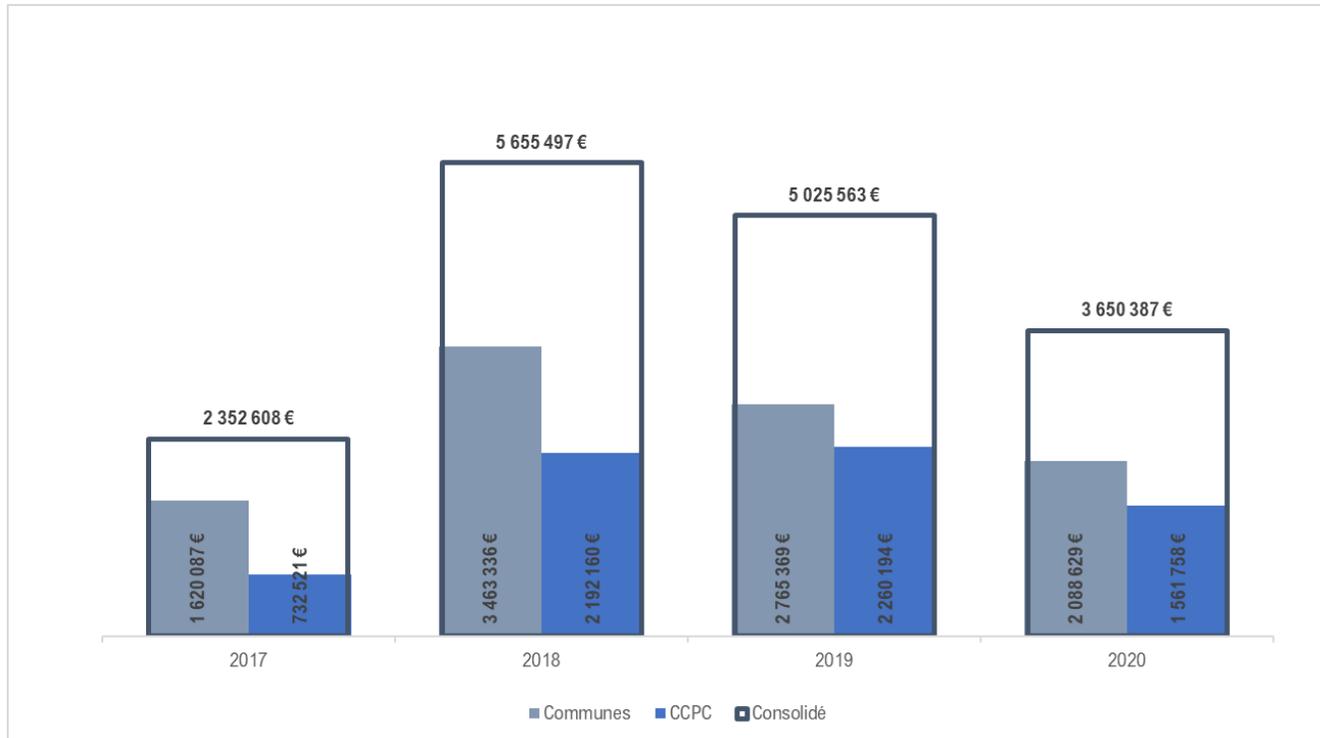
(montants en €)  
 Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

■ Aimargues 
 ■ Aubord 
 ■ Beauvoisin 
 ■ Le Cailar 
 ■ Vauvert 
 ■ CCPC



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	-0,1%
Aubord	5,5%
Beauvoisin	12,7%
Le Cailar	29,3%
Vauvert	-5,9%
CCPC	18,8%
Consolidé	6,3%

# Solde de gestion – L'épargne nette (en €)



L'épargne nette suit une tendance comparable à celle de l'EB.

Là encore les excédents dégagés par la CCPC viennent fortement contribuer à la dynamique globale du territoire principalement grâce à un désendettement continu de la CC sur la période.

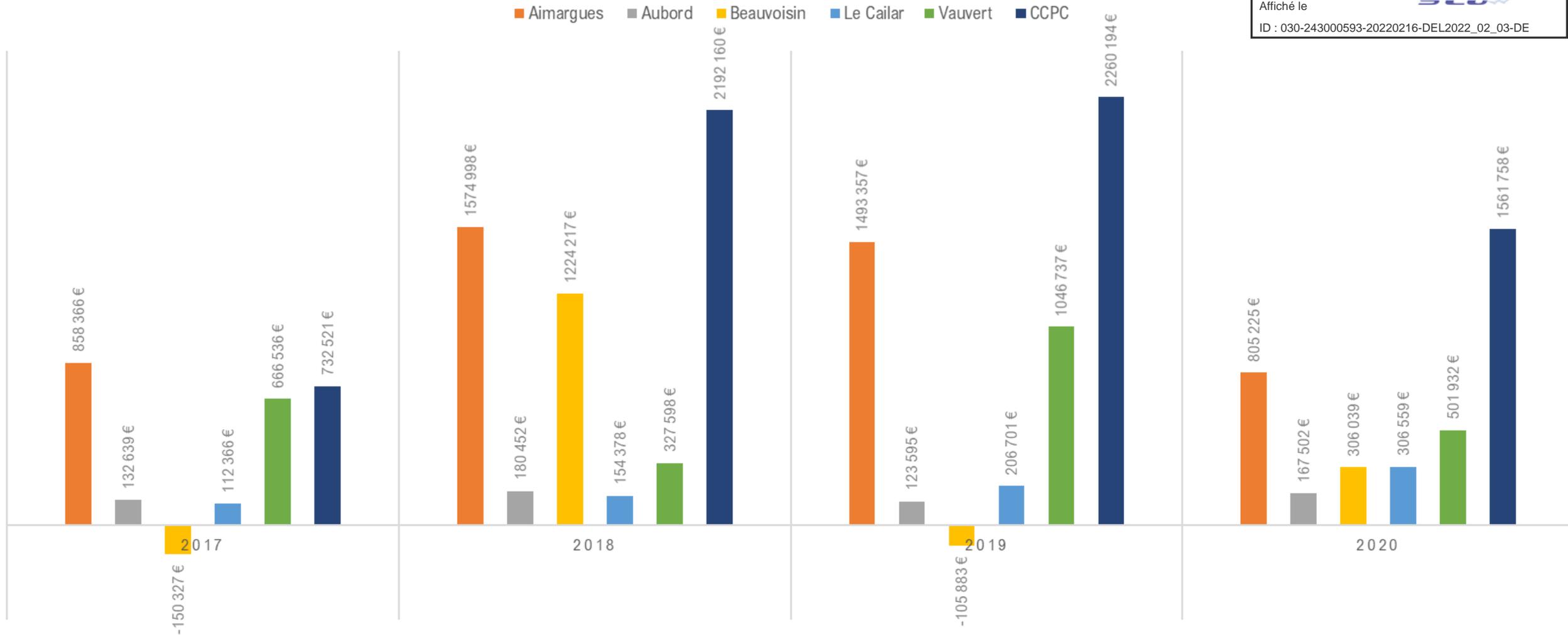
L'ensemble des communes affiche une progression significative de l'EN (+8,8% par an en moyenne). Cette dynamique résulte là aussi d'un désendettement des communes.

Notons cependant, qu'une commune membre présente une épargne nette négative sur la période.

	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	8,8%	468 542 €
CCPC	28,7%	829 237 €
Consolidé	15,8%	1 297 779 €

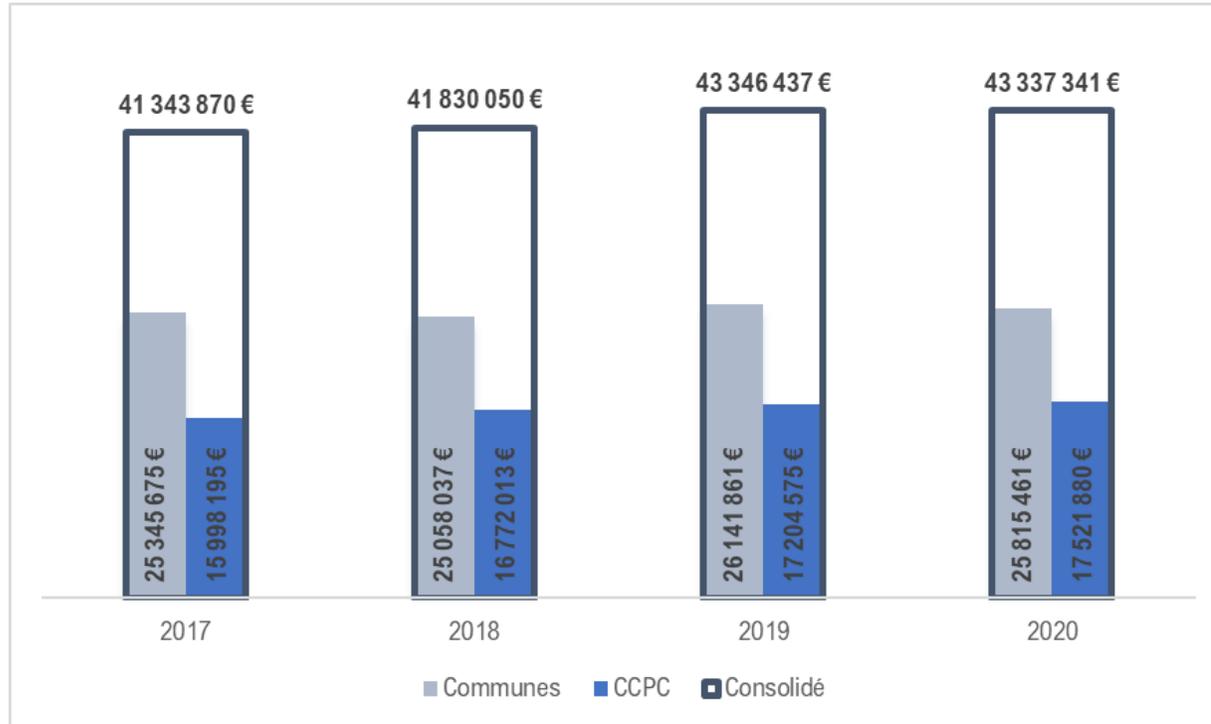
# EVOLUTION DE L'ÉPARGNE NETTE

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	-2,1%
Aubord	8,1%
Beauvoisin	-226,7%
Le Cailar	39,7%
Vauvert	-9,0%
CCPC	28,7%

# Les dépenses de fonctionnement (en €)



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	0,6%	469 786 €
CCPC	3,1%	1 523 685 €
Consolidé	1,6%	1 993 471 €

Les dépenses de fonctionnement sont particulièrement maîtrisées sur l'ensemble du territoire avec un taux de croissance de +1,6% par an en moyenne sur la période.

Cette maîtrise est significative au titre des dépenses communales avec une évolution constatée moyenne inférieure à 1%.

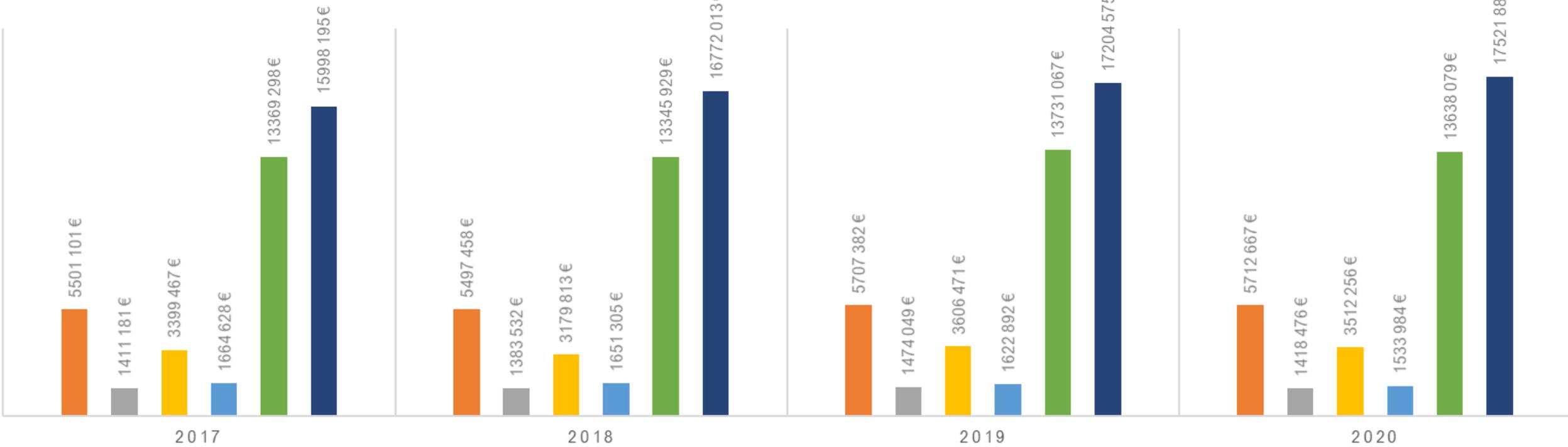
La CCPC affiche une évolution plus importante mais au demeurant, soutenable.

# EVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

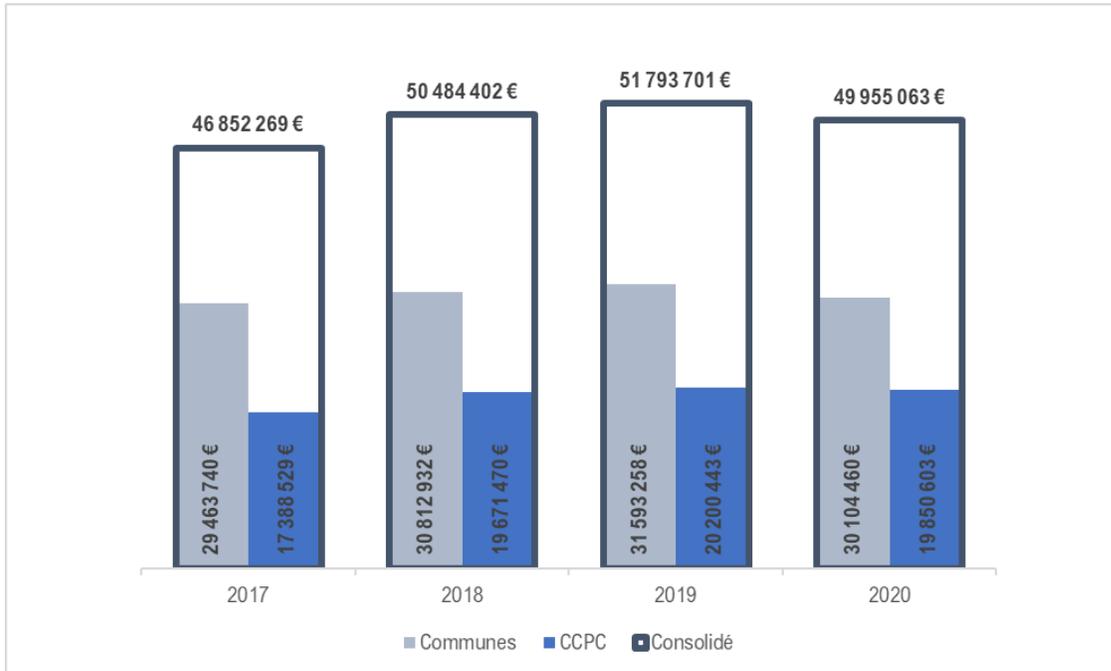
(Montants en €)

■ Aimargues 
 ■ Aubord 
 ■ Beauvoisin 
 ■ Le Cailar 
 ■ Vauvert 
 ■ CCPC



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	1,3%
Aubord	0,2%
Beauvoisin	1,1%
Le Cailar	-2,7%
Vauvert	0,7%
CCPC	3,1%
Consolidé	1,6%

# Les recettes de fonctionnement (1) (en €)



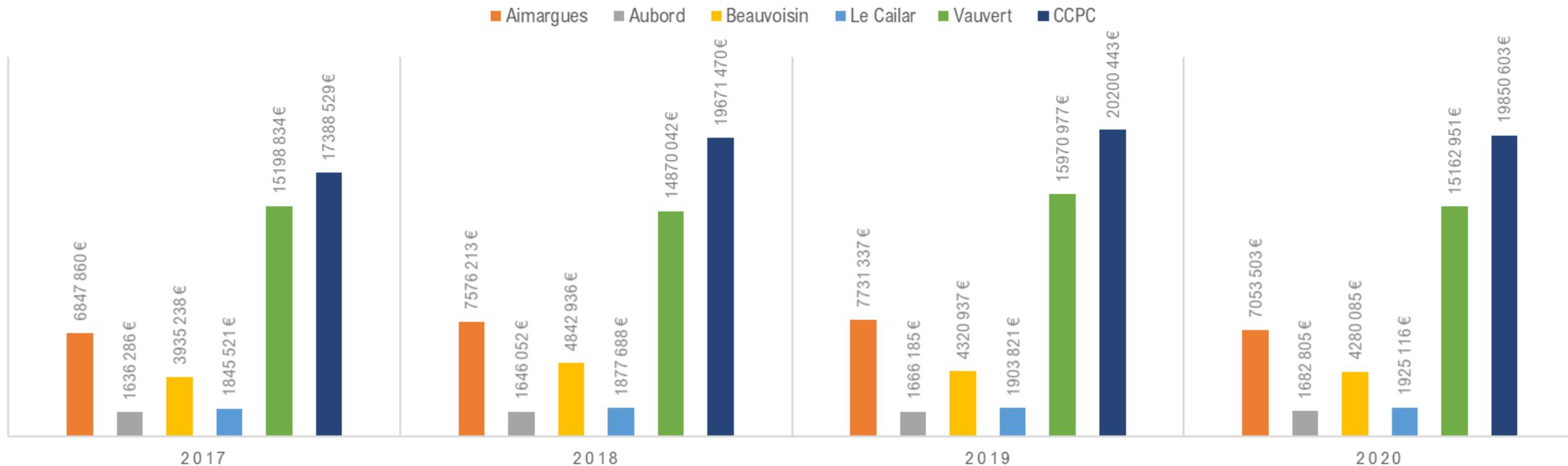
	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	0,7%	640 719 €
CCPC	4,5%	2 462 075 €
Consolidé	2,2%	3 102 794 €

La CCPC est marquée par une dynamique importante de ses recettes sur la période d'étude.

A l'inverse, les communes affichent une dynamique plus modérée. Cette faible croissance n'empêche cependant pas les territoires communaux de dégager une capacité d'autofinancement brute compte-tenu d'un niveau de dépenses inférieur à celui des recettes.

# EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

(montants en €)

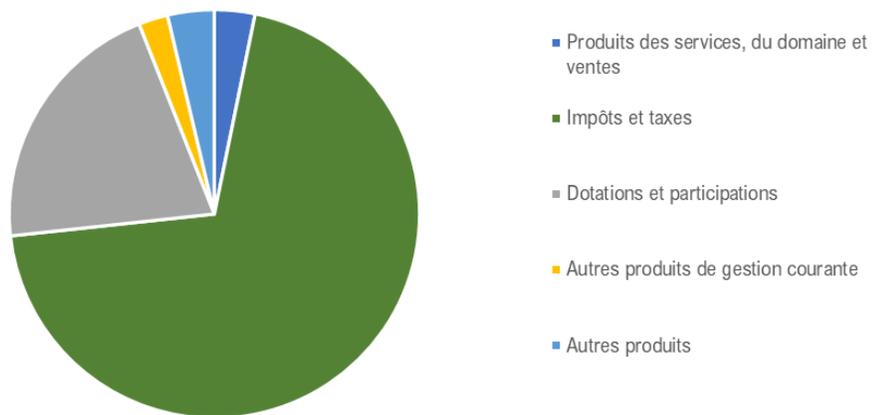


	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	1,0%
Aubord	0,9%
Beauvoisin	2,8%
Le Cailar	1,4%
Vauvert	-0,1%
CCPC	4,5%
Consolidé	2,2%

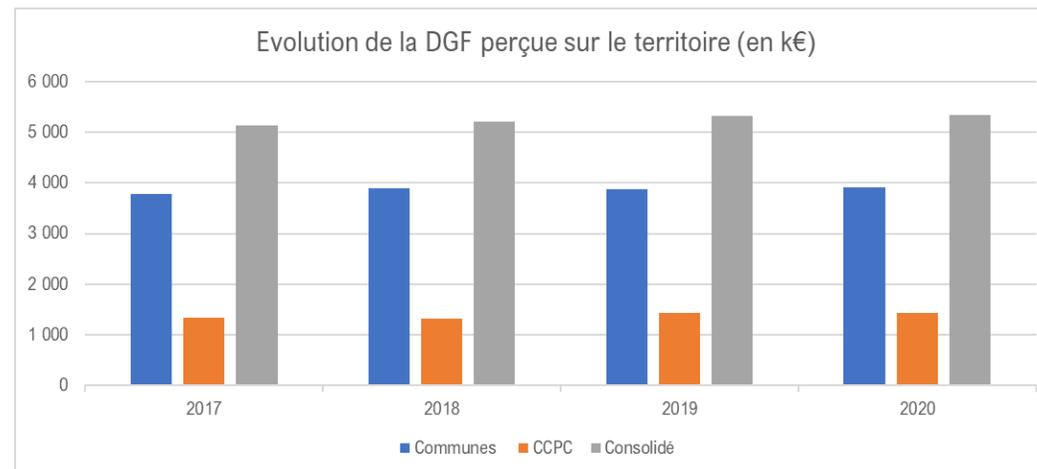
# Les recettes de fonctionnement (2)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

Composition des recettes de fonctionnement des communes en 2020



Evolution de la DGF perçue sur le territoire (en k€)



*(montants en K€)*

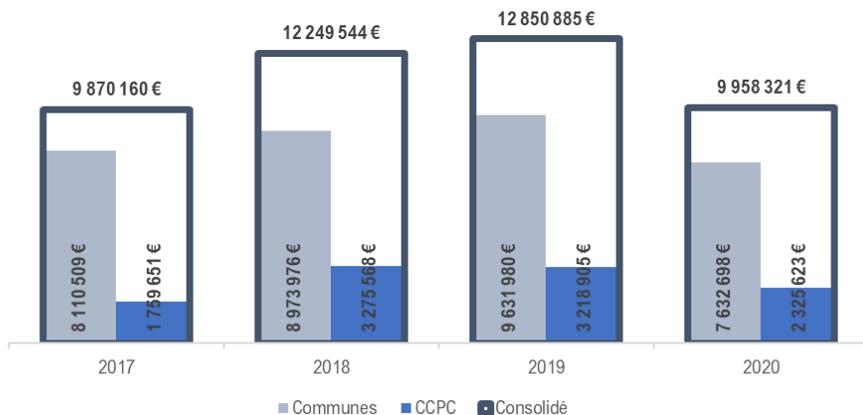
La DGF	2017	2018	2019	2020	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	3 787 602 €	3 886 977 €	3 878 046 €	3 905 970 €	1,03%	118 368 €
CCPC	1 341 541 €	1 313 527 €	1 434 469 €	1 427 392 €	2,09%	85 851 €
Consolidé	5 129 143 €	5 200 504 €	5 312 515 €	5 333 362 €	1,31%	204 219 €

*(montants en €)*

# L'investissement et son financement (en €)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

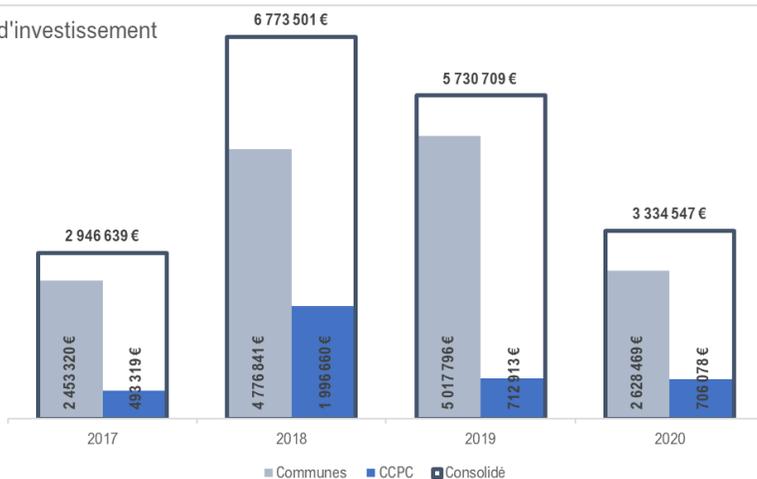
Dépenses d'investissement



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	-2,0%	-477 811 €
CCPC	9,7%	565 972 €
Consolidé	0,3%	88 161 €

- ➔ *Un dynamique de l'investissement porté par l'investissement Communautaire*
- ➔ *Des recettes qui suivent l'évolution des dépenses.*

Recettes d'investissement

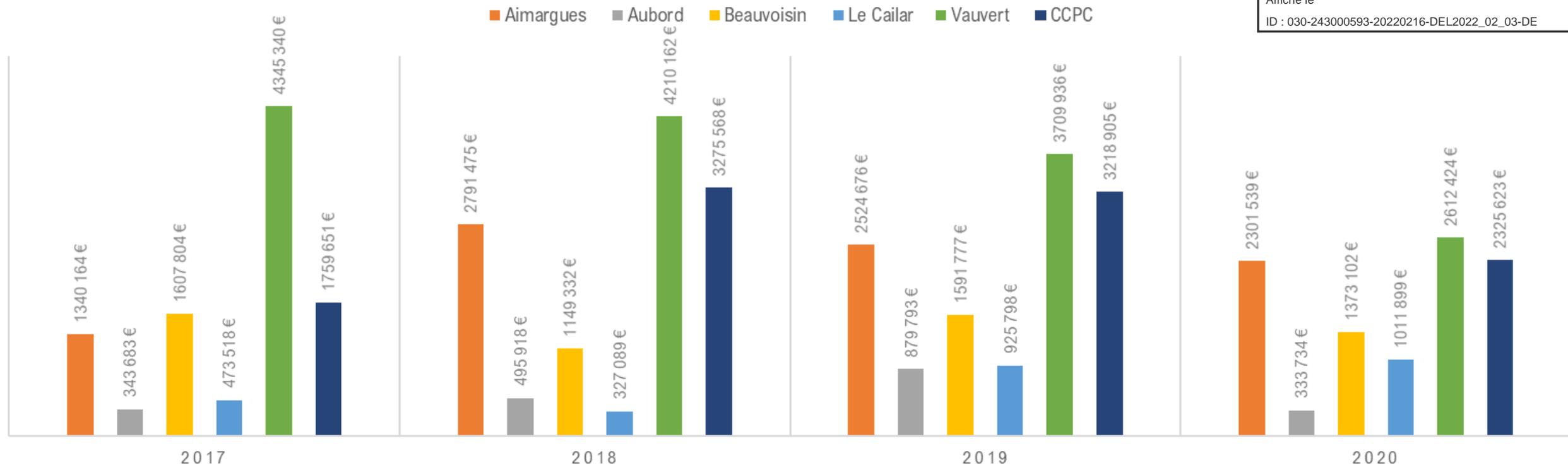


	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	2,3%	175 149 €
CCPC	12,7%	212 758 €
Consolidé	4,2%	387 907 €

Evolution des modes de financements des communes	2017	2018	2019	2020
Dotations, fonds divers et réserves	21%	19%	25%	55%
Subventions d'investissement	58%	20%	28%	45%
Emprunts et dettes assimilées	21%	60%	47%	0%
Autres	0%	1%	1%	0%

# EVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

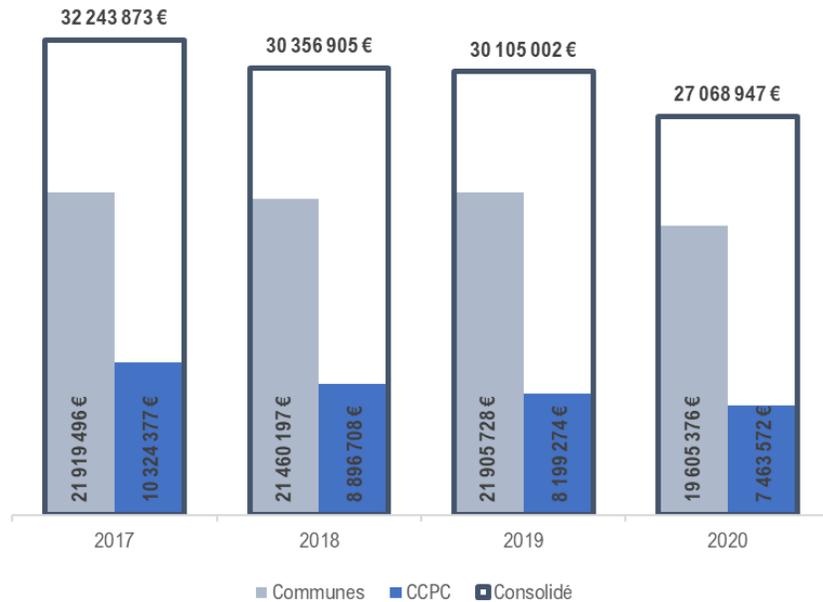
Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	19,8%
Aubord	-1,0%
Beauvoisin	-5,1%
Le Cailar	28,8%
Vauvert	-15,6%
CCPC	9,7%
Consolidé	0,3%

# L'endettement du territoire (en €)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	-3,7%	-2 314 121 €
CCPC	-10,3%	-2 860 805 €
Consolidé	-5,7%	-5 174 926 €

Le territoire est marqué par une désendettement progressif sur la période d'étude tant pour la CCPC que les communes membres.

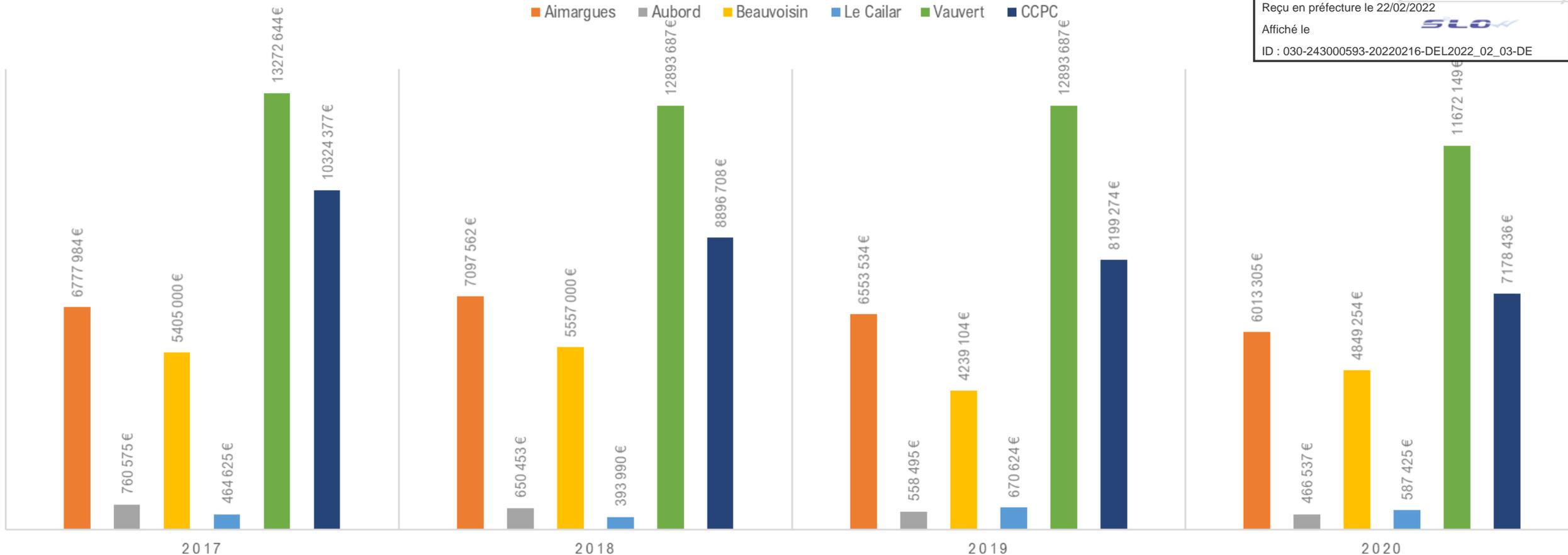
Notons que compte-tenu d'un niveau d'épargne brute significatif, la capacité de désendettement du territoire n'a jamais dépassé le seuil d'alerte de 12 années aussi bien pour la CC que pour les communes membres.

Capacité de désendettement (en années)	2017	2018	2019	2020	Evolution annuelle moyenne 2017-2020	Evolution 2017-2020 en volume
Communes	5,3	3,7	4,0	4,6	-4,9%	-1
CCPC	7,4	3,1	2,7	3,2	-24,4%	-4
Consolidé	5,9	3,5	3,6	4,1	-11,3%	-2

# EVOLUTION DE L'ENCOURS DETTE

■ Aimargues ■ Aubord ■ Beauvoisin ■ Le Cailar ■ Vauvert ■ CCPC

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2017-2020
Aimargues	-3,9%
Aubord	-15,0%
Beauvoisin	-3,6%
Le Cailar	8,1%
Vauvert	-4,2%
CCPC	-11,4%
Consolidé	-6,0%

# Partie 1 : Synthèse de la rétrospective du territoire

## La fiscalité

# Composition du panier fiscal de la CCPC

- Pour rappel, la Communauté de Communes est assujettie au régime de FPU.
- Dans ce contexte, son panier fiscal se compose :
  - D'une fiscalité ménage jusqu'en 2020, à savoir les produits de TH, de TFNB et la TEOM (la CC ayant fait le choix de ne pas lever la Taxe sur le FB)
  - D'une fiscalité économique composée des produits de CFE, IFER, CVAE, Tascom
  - De produits divers sur lesquels la CCPC n'a aucun pouvoir décisionnel; résultant des différentes réformes de l'État dont les allocations compensatrices, la DCRTP et le FNGIR

Depuis 2021, la CCPC ne lève plus aucune fiscalité ménage en dehors de la TEOM. Les produits des deux taxes ménages précédemment levés sont compensés par la perception d'une fraction de la TVA nationale.

# Avant Réforme, la CC disposait d'une fiscalité ménage relativement dynamique

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Bases nettes TH</b>	<b>27 293</b>	<b>29 024</b>	<b>31 992</b>	<b>32 750</b>	<b>33 594</b>	<b>34 683</b>	
<i>Evolution</i>		+ 6,3%	+ 10,2%	<i>n.a</i>	+ 2,6%	+ 3,2%	
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>		+ 0,9%	+ 1,0%	+ 0,4%	+ 0,4%	+ 2,2%	
<i>dont évolution physique</i>		+ 5,4%	+ 9,1%	0,0%	+ 2,2%	+ 1,0%	
<b>Taux TH</b>	<b>10,45%</b>	<b>10,45%</b>	<b>10,45%</b>	<b>10,45%</b>	<b>10,45%</b>	<b>10,45%</b>	
<b>Produit TH</b>	<b>2 852</b>	<b>3 033</b>	<b>3 343</b>	<b>3 422</b>	<b>3 511</b>	<b>3 624</b>	
<b>Bases FB</b>	<b>24 352</b>	<b>25 360</b>	<b>26 281</b>	<b>27 300</b>	<b>28 037</b>	<b>30 410</b>	<b>31 341</b>
<i>Evolution</i>		+ 4,1%	+ 3,6%	0,0%	+ 2,7%	+ 8,5%	+ 3,1%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>		+ 0,9%	+ 1,0%	+ 0,4%	+ 0,4%	+ 2,2%	0,0%
<i>dont évolution physique</i>		+ 3,2%	+ 2,6%	- 0,4%	+ 2,3%	+ 6,1%	+ 3,1%
<b>Taux FB</b>	<b>0,00%</b>						
<b>Produit FB</b>	<b>0</b>						
<b>Bases FNB</b>	<b>1 157</b>	<b>1 162</b>	<b>1 177</b>	<b>1 180</b>	<b>1 189</b>	<b>1 206</b>	<b>1 211</b>
<i>Evolution</i>		+ 0,5%	+ 1,2%	0,0%	+ 0,8%	+ 1,4%	+ 0,4%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>		+ 0,9%	+ 1,0%	+ 0,4%	+ 0,4%	+ 2,2%	0,0%
<i>dont évolution physique</i>		- 0,4%	+ 0,2%	- 0,4%	+ 0,4%	- 0,8%	+ 0,4%
<b>Taux FNB</b>	<b>3,38%</b>						
<b>Produit FNB</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>41</b>	<b>41</b>
<b>Produit fiscal direct "ménages"</b>	<b>2 891</b>	<b>3 072</b>	<b>3 383</b>	<b>3 462</b>	<b>3 551</b>	<b>3 665</b>	<b>41</b>
		+ 6,3%	+ 10,1%	0,0%	+ 2,6%	+ 3,2%	- 98,9%

- On constate que le produit fiscal de la CC avant réforme affichait **une croissance de +4,9%** par an en moyenne alors même que la CC a **maintenu l'ensemble de ses taux de fiscalité** sur la période d'étude.
- De plus, l'analyse des bases fiscales atteste que **cette dynamique résulte principalement d'une évolution physique conséquente sur les bases de TH**

# Une fiscalité économique en forte augmentation

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Bases nettes de CFE</b>	<b>7 711</b>	<b>7 959</b>	<b>8 569</b>	<b>8 791</b>	<b>9 476</b>	<b>9 534</b>	<b>12 116</b>
<i>Evolution</i>		+ 3,2%	+ 7,7%	n.a	+ 7,8%	+ 0,6%	+ 27,1%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>		+ 60,2%	0,0%	+ 0,4%	#REF!	+ 2,2%	#REF!
<i>dont évolution physique</i>		- 35,6%	+ 7,7%	0,0%	#REF!	- 1,6%	#REF!
<b>Taux CFE</b>	<b>31,68%</b>						
<b>Produit CFE</b>	<b>2 443</b>	<b>2 521</b>	<b>2 715</b>	<b>2 785</b>	<b>3 002</b>	<b>3 020</b>	<b>3 838</b>
<b>Produit CVAE</b>	<b>1 511</b>	<b>1 213</b>	<b>1 598</b>	<b>1 520</b>	<b>1 685</b>	<b>2 089</b>	<b>1 857</b>
<b>Produit IFER</b>	<b>92</b>	<b>97</b>	<b>105</b>	<b>121</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>136</b>
<b>Produit Tascom</b>	<b>160</b>	<b>178</b>	<b>202</b>	<b>199</b>	<b>179</b>	<b>290</b>	<b>276</b>
<b>Produit de TAFNB</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>18</b>
<b>Produit fiscal direct "économiques"</b>	<b>4 226</b>	<b>4 028</b>	<b>4 641</b>	<b>4 649</b>	<b>5 011</b>	<b>5 544</b>	<b>6 126</b>
		- 4,7%	+ 15,2%	0,0%	+ 7,8%	+ 10,6%	+ 10,5%
<b>Allocations compensatrices</b>	<b>268</b>	<b>286</b>	<b>241</b>	<b>347</b>	<b>355</b>	<b>429</b>	<b>1 438</b>
<b>DCRTP</b>	<b>347</b>						
<b>FNGIR</b>	<b>660</b>						
<b>Autres produits de fiscalité</b>	<b>1 275</b>	<b>1 293</b>	<b>1 248</b>	<b>1 354</b>	<b>1 362</b>	<b>1 436</b>	<b>2 445</b>
		+ 1,4%	- 3,5%	0,0%	+ 0,6%	+ 5,5%	+ 70,2%

- Le produit de fiscalité économique augmente en moyenne de **+6,4% par an** principalement en raison d'une forte dynamique des produits de CFE (+7,8%), de Tascom (+9,5%) et des IFER (+6,7%).
- Notons que la CC a **maintenu ses taux de fiscalité** sur toute la période d'étude. Le territoire dispose donc de **bases fiscales économiques très dynamiques**.

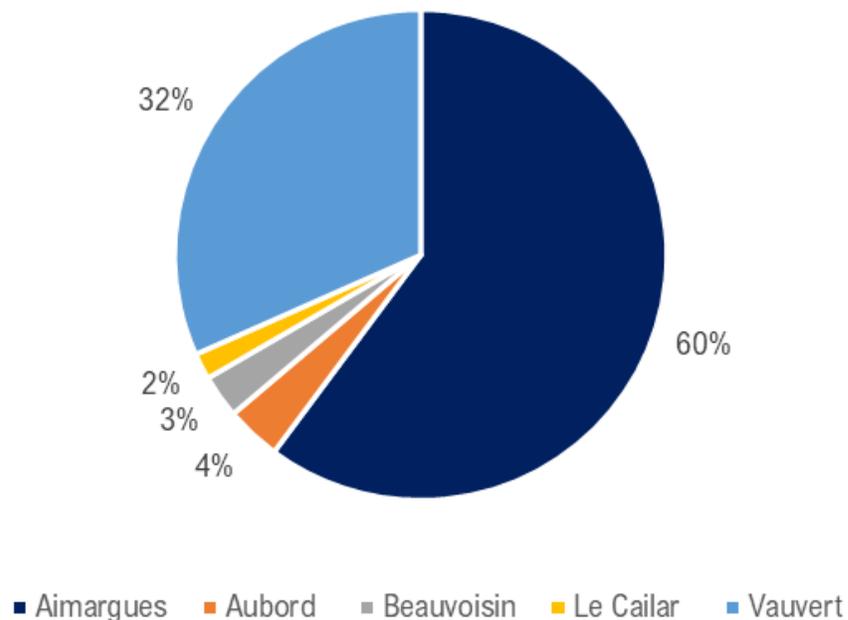
# Un taux de CFE supérieur à la moyenne nationale

En %	Taxe d'habitation	Taxe de foncier bâti	Taxe de foncier non bâti	Cotisation foncière des entreprises
CC Pays d'Uzès	11,14	3,02	6,75	30,92
CC du Piémont Cévenol	11,72	2,15	6,91	27,11
CC de Cèze Cévennes	<b>10,19</b>	<b>3,28</b>	5,06	27,82
CC du Pays Viganais	11,44	3	6,26	30,38
CC du Pays de Sommières	<b>13,73</b>	2,92	<b>12,06</b>	<b>34,66</b>
CC Rhony, Vistre, Vidourle	10,35	-	3,04	27,07
CC Beaucaire Terre d'Argence	10,44	-	<b>2,73</b>	33,22
<b>CC de Petite Camargue</b>	<b>10,45</b>	-	<b>3,38</b>	<b>31,68</b>
CC Terre de Camargue	10,36	-	3,56	27,37
CC du Pont du Gard	10,98	2,5	2,85	<b>26,57</b>

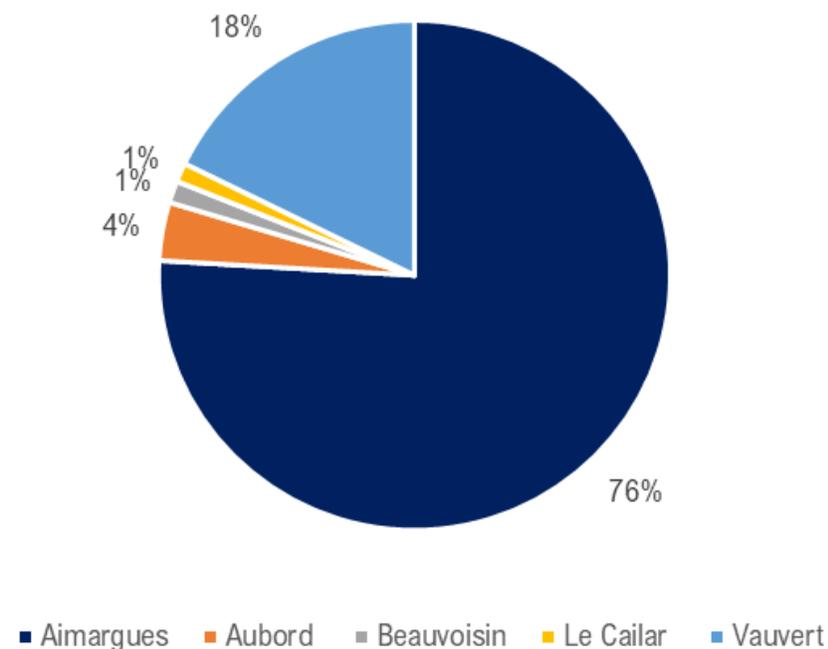
→ Pour mémoire, le taux de CFE de la CCPC s'établit à **31,68%** ce qui demeure au dessus de la moyenne de sa strate de population dont le taux moyen national qui s'élève à **25,31%** et du taux moyen constaté sur les EPCI du Département **29,68%**.

# Répartition territoriale des produits de fiscalité

Répartition du produit de CFE 2020



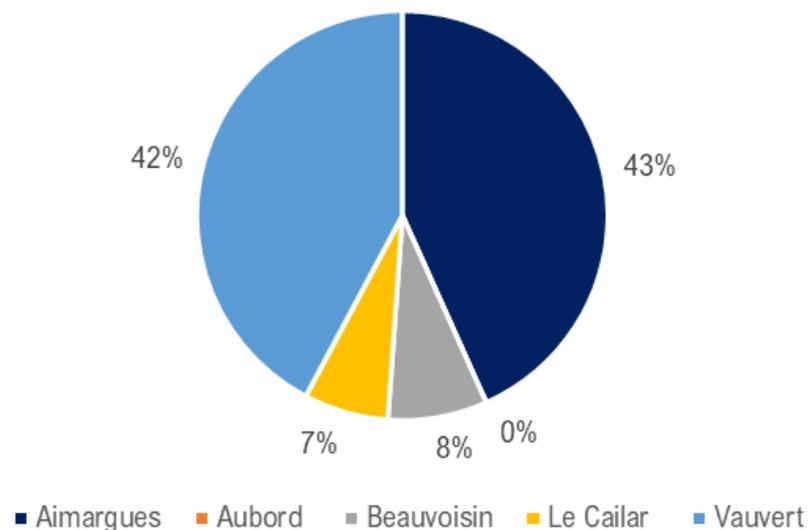
Répartition du produit de CVAE 2020



- On peut constater que la quasi-totalité du tissu économique industriel se répartit entre deux communes, dont Aimargues qui réunit la plus grande part de l'assujettissement à la CFE et la CVAE et la Ville de Vauvert.

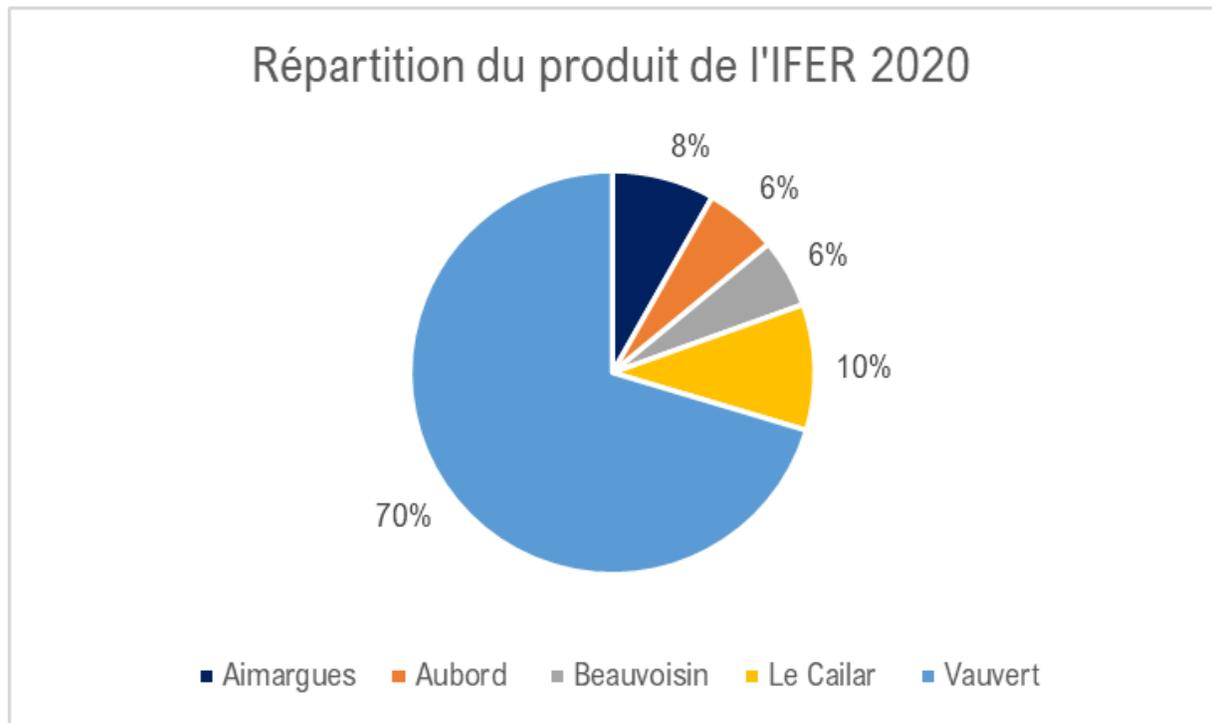
# Répartition territoriale des produits de fiscalité

Répartition du produit de TASCOM 2020



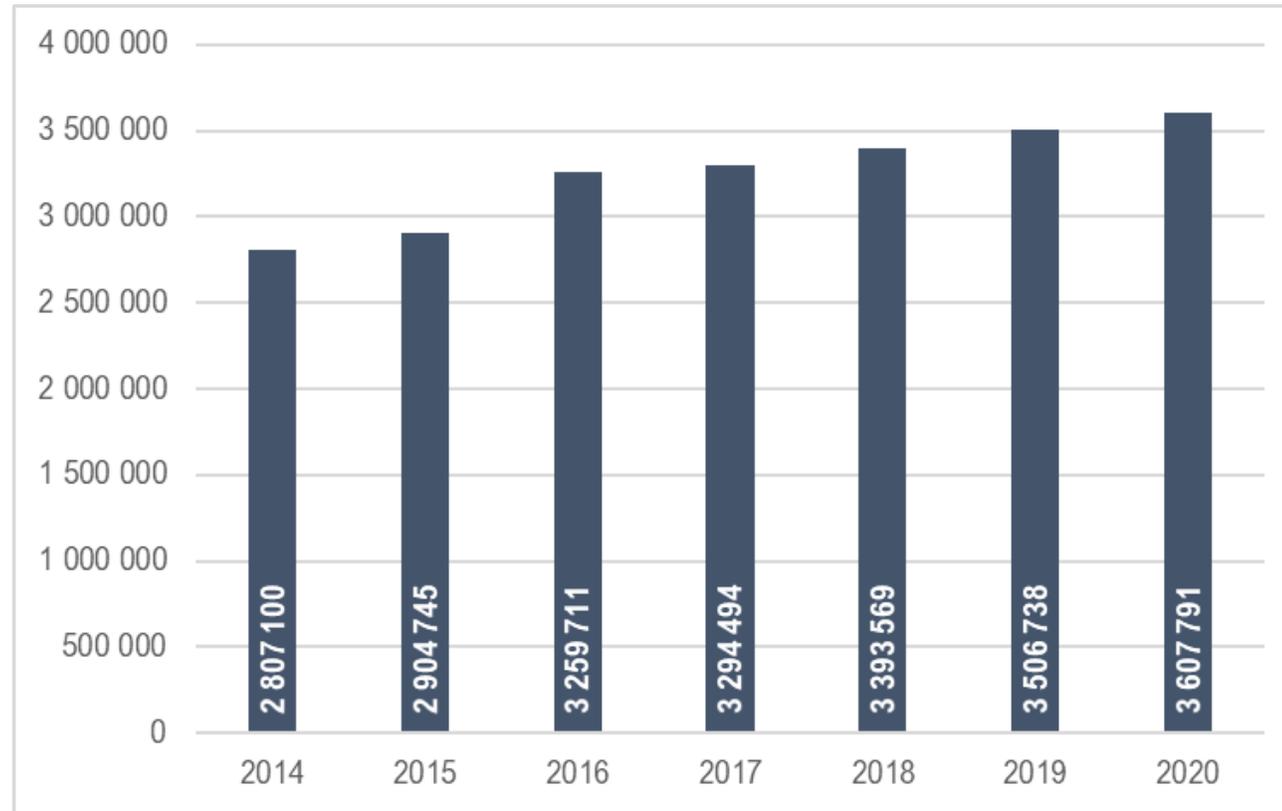
- Au titre de la TASCOM, on peut relever une corrélation forte avec la répartition des établissements assujettis à la CFE et la CVAE. Néanmoins, **la répartition entre les communes d’Aimargues et de Vauvert demeure plus équilibrée**
- Pour rappel, la CCPC a maintenu son coefficient correcteur de Tascom depuis 2014.
- Ce dernier s’établit à 1,05.

# Répartition territoriale des produits de fiscalité



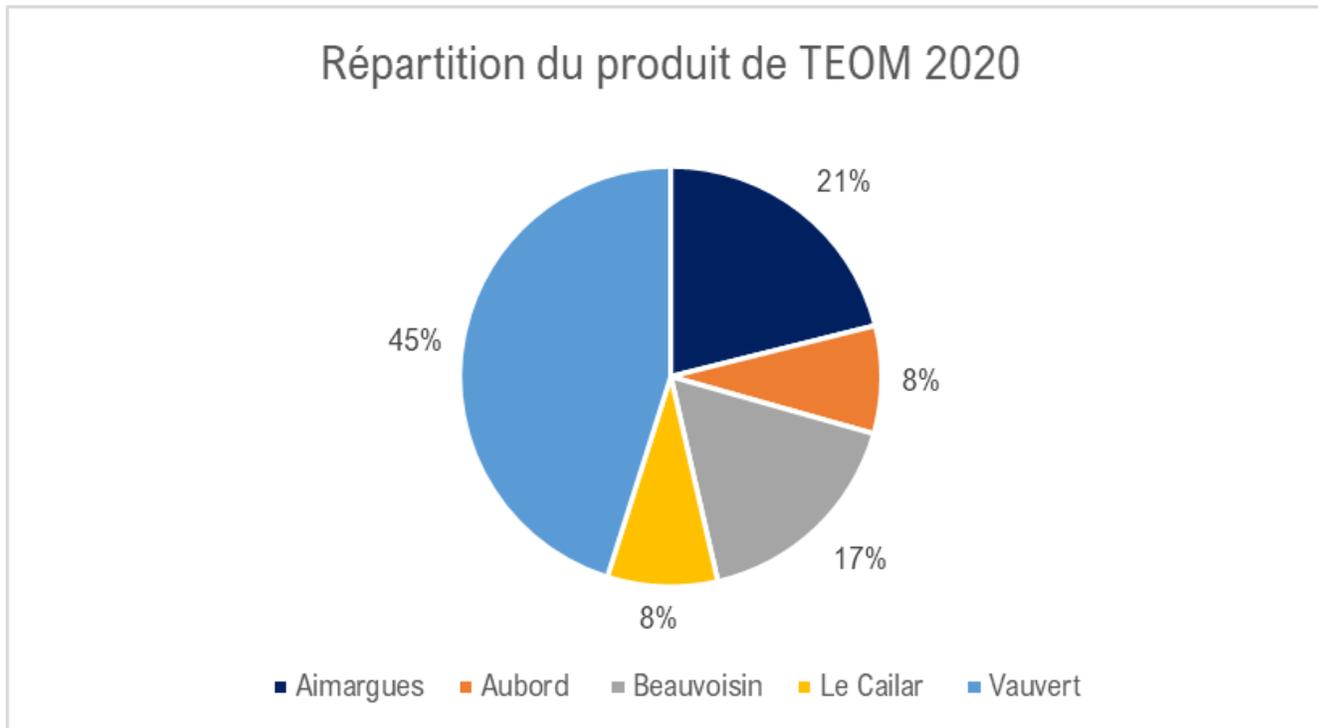
- Au titre de l'IFER, deux constats principaux:
  - L'ensemble des communes disposent de bases éligibles à cette imposition dans des proportions relativement peu courante
  - 70% du produit se concentre sur les infrastructures situées sur la commune de Vauvert

# Evolution et répartition de la TEOM sur le territoire (en €)



- Pour rappel, le taux de TEOM est **figé depuis 2014** et s'établit à **13,90%**
- **Malgré ce maintien, on constate une croissance de +4,3% par an en moyenne du produit attestant d'une croissance démographique sur le territoire.**

# Répartition territoriale des produits de fiscalité



- La ventilation du produit de TEOM de la CCPC traduit la répartition démographique du territoire, tant au titre des ménages qu'au titre des entreprises existantes sur les territoires communaux.

# Autres produits de fiscalité

- La CCPC lève à ce jour la Taxe de séjour en complément des autres produits fiscaux préalablement exposé
- Ce produit est relativement marginale comparativement aux autres recettes fiscales (0,3% de recettes fiscales en 2020)
- Le produit de la taxe de séjour est cependant en progression constante sur la période : +4,4% par an en moyenne

En €	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution annuelle moyenne
Taxe de séjour	40 038	38 309	40 971	48 480	36 734	56 091	51 921	4,4%

*(montants en €)*

# Les produits de fiscalité des communes

- Les communes ont maintenu leurs taux de fiscalité sur les trois taxes ménages au cours de la période d'étude
- Globalement, les 5 communes membres présentent des taux supérieurs aux taux moyens de leur strate sur les trois taxes ménages (hormis deux communes qui se situent en dessous au titre de la TFB)
- Prise individuellement, les communes membres attestent d'une croissance des bases résultant davantage d'une augmentation forfaitaire que physique.

# Partie 1 : **Synthèse de la rétrospective du territoire**

## Zoom sur les dotations et les flux financiers

# Des recettes réelles en augmentation sur la période

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

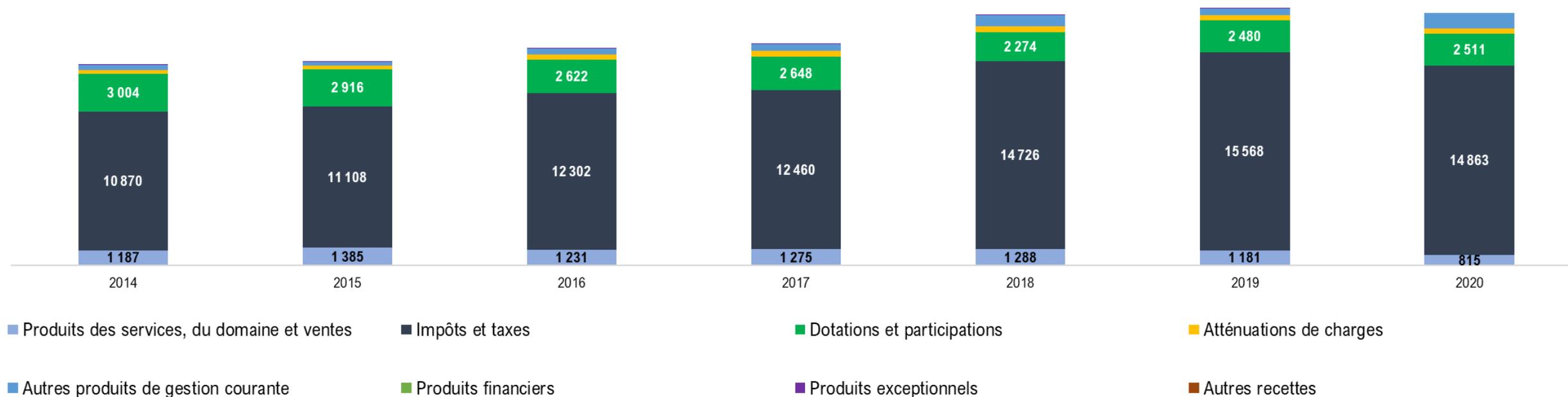
Evolution constatée 2014-2020							
En K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits des services, du domaine et ventes	1 187	1 385	1 231	1 275	1 288	1 181	815
Impôts et taxes	10 870	11 108	12 302	12 460	14 726	15 568	14 863
Dotations et participations	3 004	2 916	2 622	2 648	2 274	2 480	2 511
Atténuations de charges	258	284	416	446	467	386	401
Autres produits de gestion courante	425	300	416	555	870	540	1 212
<b>Recettes de gestion courante</b>	<b>15 745</b>	<b>15 993</b>	<b>16 988</b>	<b>17 385</b>	<b>19 624</b>	<b>20 156</b>	<b>19 802</b>
Produits financiers	0	7	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	14	2	30	4	47	45	49
Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>15 758</b>	<b>16 003</b>	<b>17 018</b>	<b>17 389</b>	<b>19 671</b>	<b>20 200</b>	<b>19 851</b>
Recettes d'ordre	5	0	0	0	0	0	0
<b>Recettes totales de fonctionnement</b>	<b>15 764</b>	<b>16 003</b>	<b>17 018</b>	<b>17 389</b>	<b>19 671</b>	<b>20 201</b>	<b>19 851</b>
<b>Reports N-1</b>	<b>683</b>	<b>1 537</b>	<b>1 300</b>	<b>1 318</b>	<b>1 353</b>	<b>1 850</b>	<b>2 560</b>
<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>1 670</b>	<b>2 150</b>	<b>2 773</b>	<b>2 537</b>	<b>4 031</b>	<b>4 639</b>	<b>4 673</b>

(montants en K€)

Evolution en volume						Evolution en %					
2015	2016	2017	2018	2019	2020	2015	2016	2017	2018	2019	2020
198	-154	44	12	-107	-366	17%	-11%	4%	1%	-8%	-31%
238	1 195	158	2 265	843	-705	2%	11%	1%	18%	6%	-5%
-88	-294	25	-374	206	32	-3%	-10%	1%	-14%	9%	1%
26	132	30	21	-81	15	10%	46%	7%	5%	-17%	4%
-125	116	139	315	-330	671	-29%	39%	33%	57%	-38%	124%
<b>249</b>	<b>995</b>	<b>397</b>	<b>2 240</b>	<b>531</b>	<b>-354</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>2%</b>	<b>13%</b>	<b>3%</b>	<b>-2%</b>
7	-7	0	0	0	0						
-12	28	-26	43	-2	4	-87%	1564%	-88%	1218%	-5%	8%
0	0	0	0	0	0						
<b>245</b>	<b>1 015</b>	<b>370</b>	<b>2 283</b>	<b>529</b>	<b>-350</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>2%</b>	<b>13%</b>	<b>3%</b>	<b>-2%</b>
-5	0	0	0	0	0	-100%					-100%
<b>239</b>	<b>1 015</b>	<b>370</b>	<b>2 283</b>	<b>529</b>	<b>-350</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>2%</b>	<b>13%</b>	<b>3%</b>	<b>-2%</b>
0											
<b>854</b>	<b>-238</b>	<b>18</b>	<b>35</b>	<b>497</b>	<b>710</b>	<b>125%</b>	<b>-15%</b>	<b>1%</b>	<b>3%</b>	<b>37%</b>	<b>38%</b>
0											
<b>480</b>	<b>624</b>	<b>-236</b>	<b>1 494</b>	<b>608</b>	<b>34</b>	<b>29%</b>	<b>29%</b>	<b>-9%</b>	<b>59%</b>	<b>15%</b>	<b>1%</b>

# Des recettes de fonctionnement très majoritairement composées par les produits de fiscalité

Structure des recettes réelles de fonctionnement (en K€)



*(montants en K€)*

# Une DGF en baisse sur le début de la période (en €)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Dotation d'intercommunalité</b>	<b>525 520</b>	<b>235 714</b>	-	-	-	<b>151 102</b>	<b>167 489</b>
<i>Evolution en volume</i>	<i>n.a</i>	- 289 806	- 235 714	-	-	151 102	16 387
<i>Evolution en %</i>	<i>n.a</i>	-55,1%	-100,0%				10,8%
<b>Dotation de compensation</b>	<b>1 438 508</b>	<b>1 407 594</b>	<b>1 379 884</b>	<b>1 341 541</b>	<b>1 313 527</b>	<b>1 283 367</b>	<b>1 259 903</b>
<i>Evolution en volume</i>	<i>n.a</i>	- 30 914	- 27 710	- 38 343	- 28 014	- 30 160	- 23 464
<i>Evolution en %</i>	<i>n.a</i>	-2,1%	-2,0%	-2,8%	-2,1%	-2,3%	-1,8%

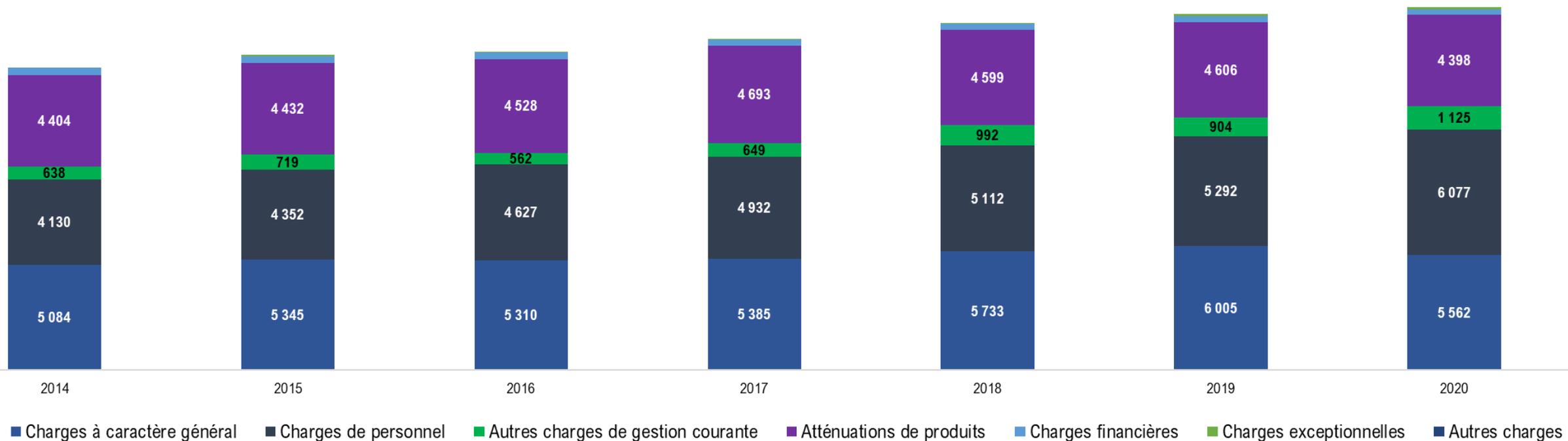
<b>Dotation globale de fonctionnement</b>	<b>1 964 028</b>	<b>1 643 308</b>	<b>1 379 884</b>	<b>1 341 541</b>	<b>1 313 527</b>	<b>1 434 469</b>	<b>1 427 392</b>
<i>Evolution en volume</i>	<i>n.a</i>	- 320 720	- 263 424	- 38 343	- 28 014	120 942	- 7 077
<i>Evolution en %</i>	<i>n.a</i>	-16,3%	-16,0%	-2,8%	-2,1%	9,2%	-0,5%

(n.a : non applicable )

- Sur la période 2014-2018, la CC a subi directement la mise en place de la Contribution au redressement des comptes publics instaurée en 2014 par le Gouvernement. Cette dernière a induit une Dotation d'intercommunalité nulle sur les exercices 2016 à 2018.
- Parallèlement, la Dotation de Compensation suit une réduction continue depuis 2014, ce qui n'a pas permis de compenser la réduction de la DI sur la première période.
- Toutes dotations confondues, la CCPC a perdu près de 537k€ de dotation depuis 2014.

# Des dépenses de fonctionnement structurées autour de 3 blocs caractéristiques

Structure des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)



*(montants en k€)*

# Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le



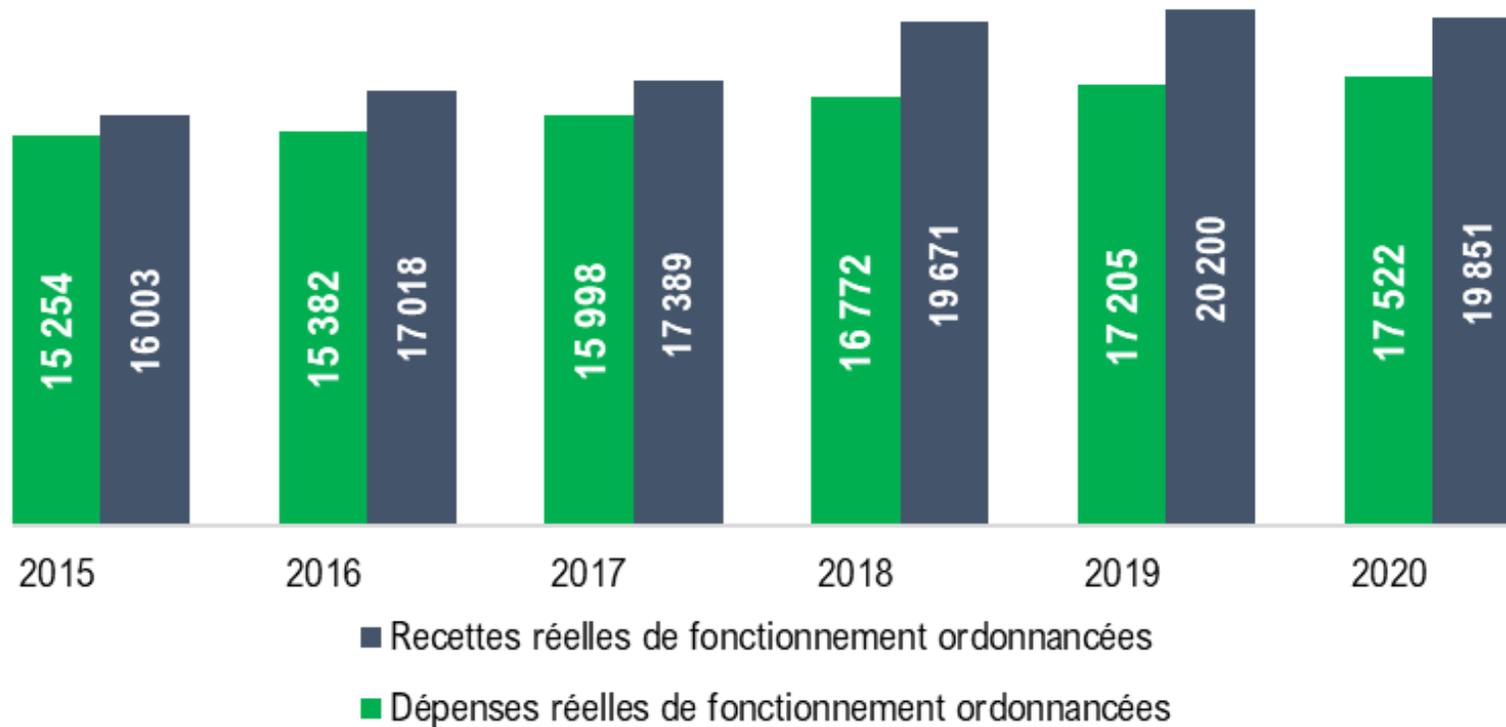
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

Evolution constatée 2014-2020							
En K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges à caractère général	5 084	5 345	5 310	5 385	5 733	6 005	5 562
Charges de personnel	4 130	4 352	4 627	4 932	5 112	5 292	6 077
Autres charges de gestion courante	638	719	562	649	992	904	1 125
Atténuations de produits	4 404	4 432	4 528	4 693	4 599	4 606	4 398
<b>Dépenses de gestion courante</b>	<b>14 256</b>	<b>14 847</b>	<b>15 027</b>	<b>15 659</b>	<b>16 436</b>	<b>16 808</b>	<b>17 161</b>
Charges financières	368	331	321	302	295	275	254
Charges exceptionnelles	0	75	35	37	40	122	107
Autres charges	0	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>14 624</b>	<b>15 254</b>	<b>15 382</b>	<b>15 998</b>	<b>16 772</b>	<b>17 205</b>	<b>17 522</b>
Dépenses d'ordre	153	137	162	171	221	207	216
<b>Dépenses totales de fonctionnement</b>	<b>14 777</b>	<b>15 390</b>	<b>15 544</b>	<b>16 169</b>	<b>16 993</b>	<b>17 412</b>	<b>17 738</b>

Evolution en volume						Evolution en %						
2015	2016	2017	2018	2019	2020	#	2015	2016	2017	2018	2019	2020
261	-35	75	348	273	-444		5%	-1%	1%	6%	5%	-7%
222	276	305	180	180	785		5%	6%	7%	4%	4%	15%
81	-157	87	344	-88	221		13%	-22%	15%	53%	-9%	24%
28	96	166	-95	7	-208		1%	2%	4%	-2%	0%	-5%
<b>591</b>	<b>180</b>	<b>632</b>	<b>777</b>	<b>372</b>	<b>353</b>	#	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>
-37	-10	-18	-7	-20	-21		-10%	-3%	-6%	-2%	-7%	-8%
75	-40	2	4	81	-15			-54%	5%	10%	201%	-12%
0	0	0	0	0	0							
<b>629</b>	<b>129</b>	<b>616</b>	<b>774</b>	<b>433</b>	<b>317</b>	#	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>
-16	25	9	50	-14	9		-10%	18%	6%	29%	-6%	4%
<b>613</b>	<b>154</b>	<b>625</b>	<b>824</b>	<b>418</b>	<b>326</b>		<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>

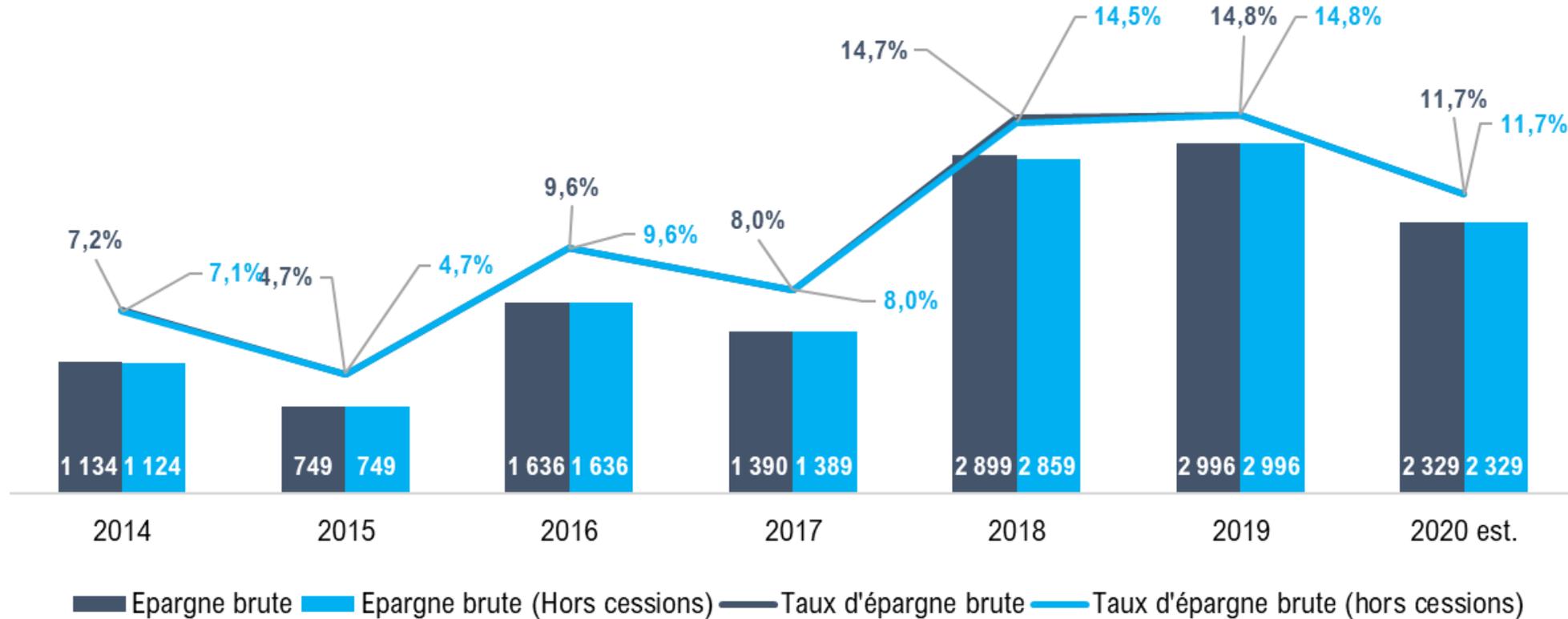
(montants en K€)

# Une dynamique des recettes de fonctionnement supérieure à celle des recettes justifiant les excédents de fonctionnement constatés précédemment (en k€)



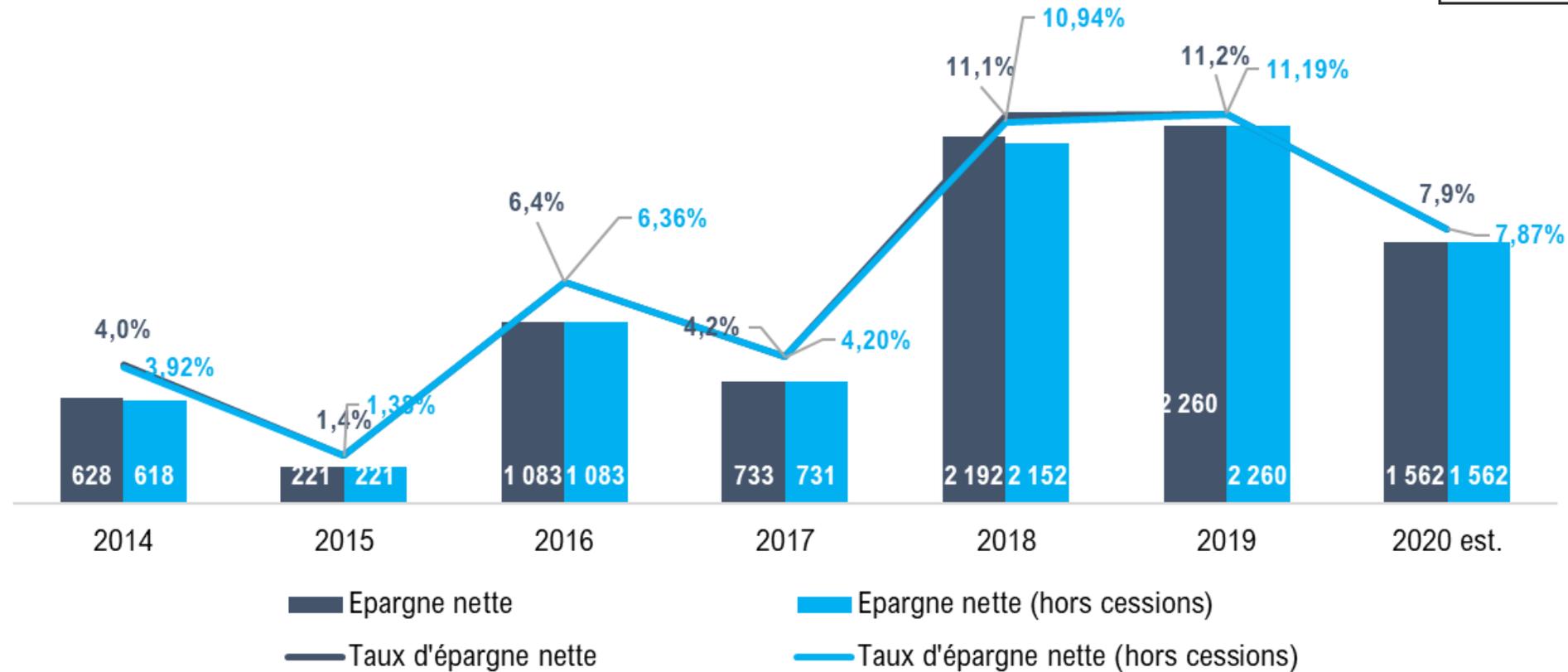
# Une croissance significative de l'épargne brute

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le  
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



- Retraitée des produits de cessions, l'épargne brute de la communauté affiche une augmentation de +12,9% par an en moyenne sur la période
- Fin 2020, on constate cependant une légère réduction de cette dernière en raison d'une réduction des recettes de fonctionnement conjointement à une augmentation des dépenses.

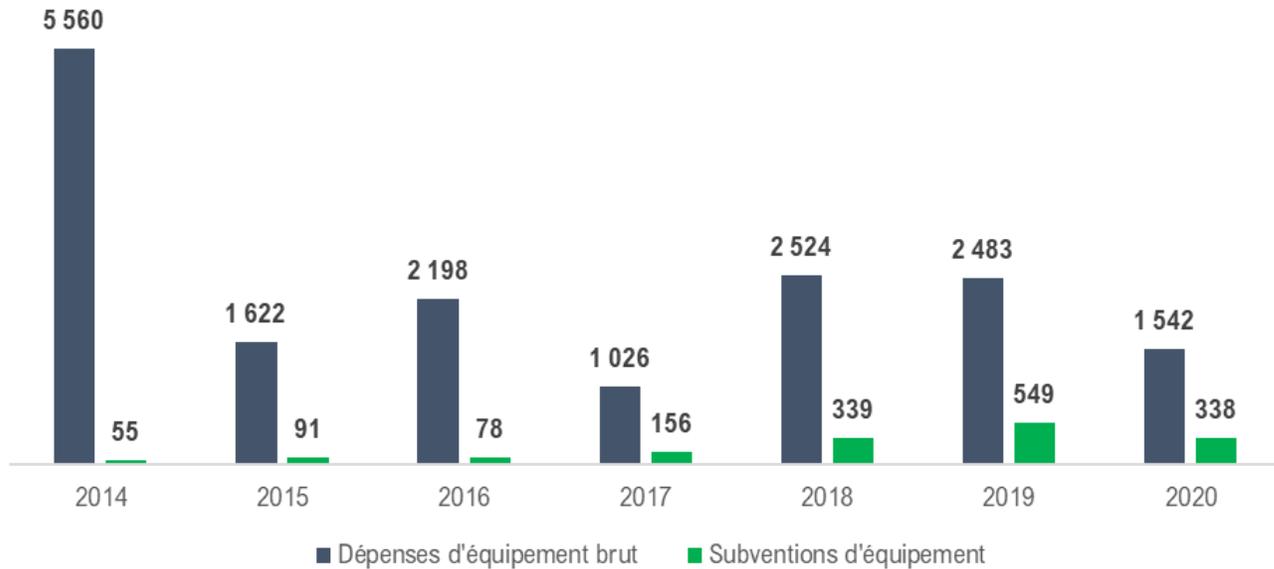
# Une épargne nette qui suit la même dynamique (en k€)



- L'épargne nette suit une croissance particulièrement importante. Sur l'ensemble de la période on constate une augmentation de +16,2% par an en moyenne principalement expliquée par un désendettement progressif de la CC à partir de 2016, dernière année où la collectivité a eu recours à l'emprunt.

# Un niveau d'investissement significatif en 2014 engagement variable sur la période 2015-2020

Evolution des dépenses d'équipement et des subventions mobilisables

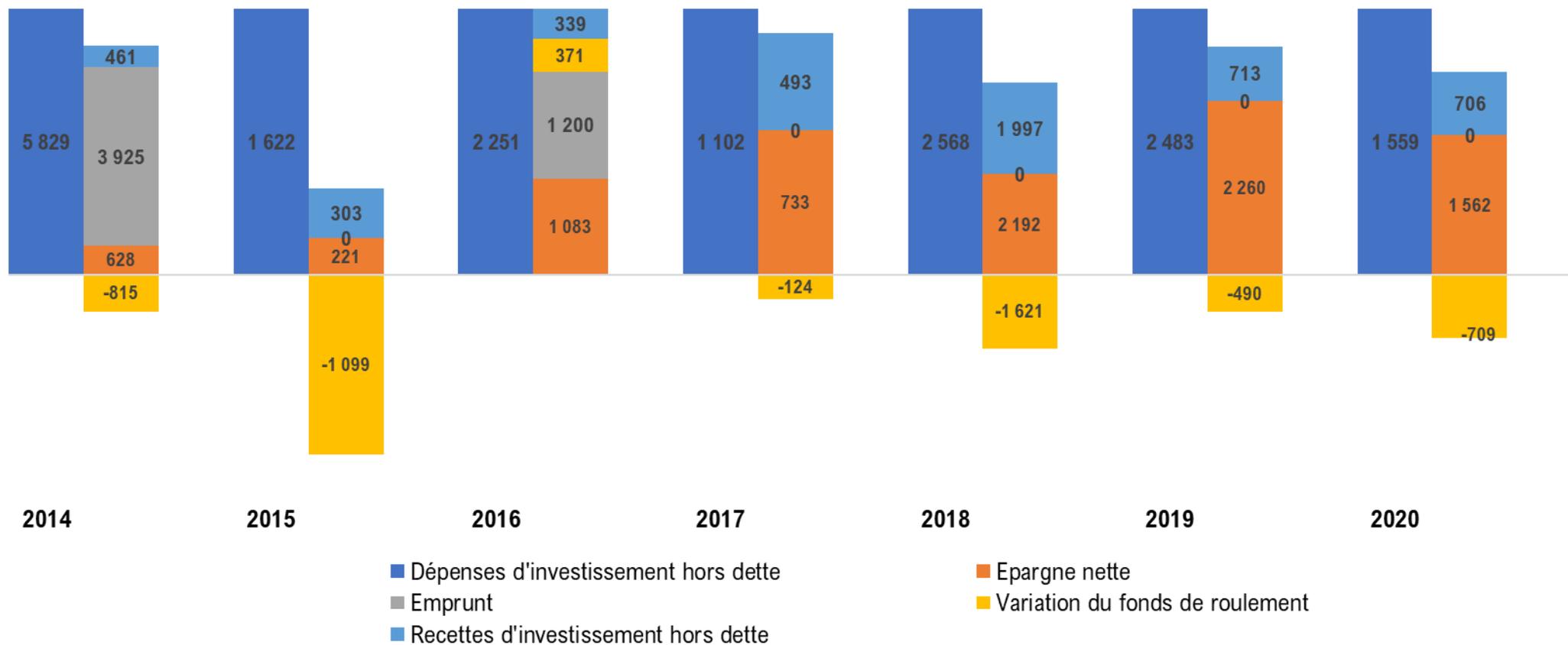


*(montants en k€)*

- Les dépenses d'équipement s'établissent à 17,4M€ sur la période
- Près d'1/3 de ces dépenses ont été réalisé sur l'exercice 2014
- La période 2015-2020 atteste d'un engagement de dépenses d'en moyenne 1,9M€ par an
- Le taux de subventionnement est relativement faible, il s'élève à 12% en moyenne sur l'ensemble de la période

# Un niveau d'épargne suffisant pour être le principal mode de financement des investissements en fin de période (en k€)

Mode de financement des investissements  
(en M€)



# Autofinancement élevé permettant de financer les investissements et d'abonder le FDR (en k€)

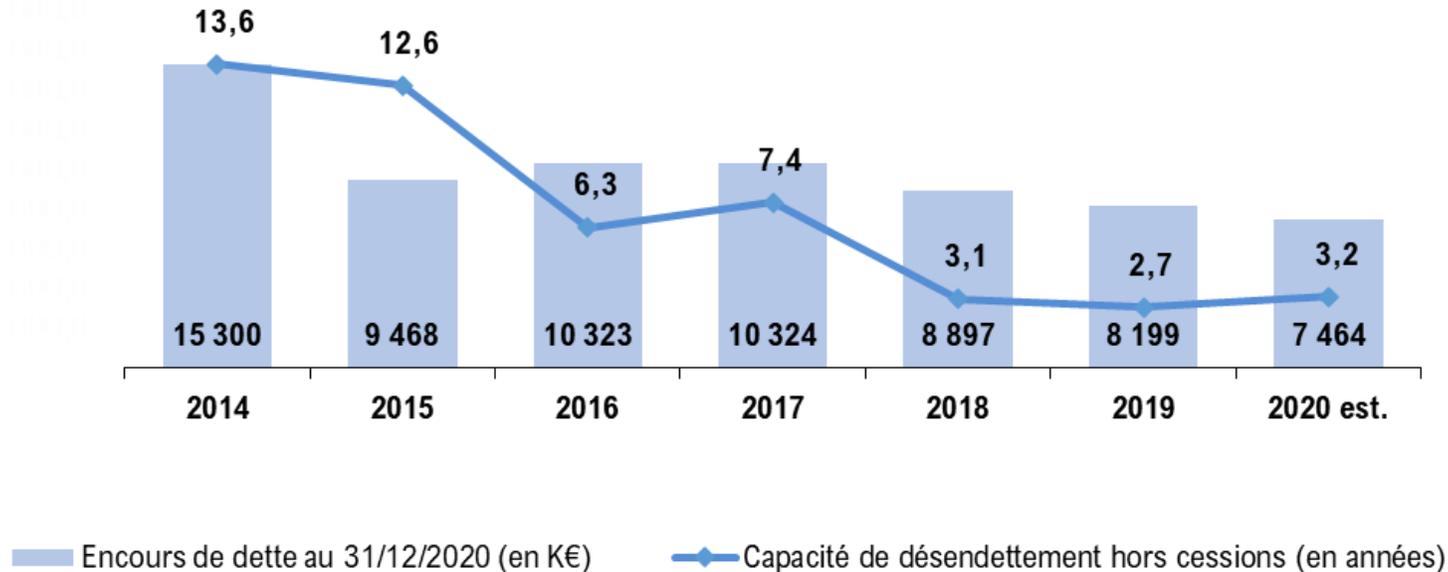
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total sur la période
<b>Dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>5 829</b>	<b>1 622</b>	<b>2 251</b>	<b>1 102</b>	<b>2 568</b>	<b>2 483</b>	<b>1 559</b>	<b>17 414</b>
<i>dont dépenses d'équipement brut</i>	5 572	1 622	2 251	1 102	2 568	2 483	1 559	17 157
<i>dont autres dépenses</i>	257	0	0	0	0	0	0	257
<b>Recettes d'investissement hors dette*</b>	<b>461</b>	<b>303</b>	<b>339</b>	<b>493</b>	<b>1 997</b>	<b>713</b>	<b>706</b>	<b>5 012</b>
<i>Dont subventions et dotations</i>	55	91	78	156	339	549	338	1 605
<i>Autres recettes</i>	407	212	262	337	1 658	164	368	3 407
<b>Charge nette d'investissement</b>	<b>5 367</b>	<b>1 320</b>	<b>1 911</b>	<b>609</b>	<b>572</b>	<b>1 770</b>	<b>853</b>	<b>12 402</b>
								0
<b>Epargne brute</b>	<b>1 134</b>	<b>749</b>	<b>1 636</b>	<b>1 390</b>	<b>2 899</b>	<b>2 996</b>	<b>2 329</b>	<b>13 133</b>
<i>Epargne nette</i>	628	221	1 083	733	2 192	2 260	1 562	8 678
<b>Variation du fond de roulement</b>	<b>-815</b>	<b>-1 099</b>	<b>371</b>	<b>124</b>	<b>1 621</b>	<b>490</b>	<b>709</b>	<b>1 401</b>
<i>Fonds de roulement au 01/01</i>	3 685	2 870	2 529	3 405	2 599	4 219	4 709	24 015
<i>Fonds de roulement au 31/12</i>	2 870	1 771	2 900	3 529	4 219	4 709	5 418	25 415
<b>Variation de la dette</b>	<b>3 419</b>	<b>-529</b>	<b>647</b>	<b>-658</b>	<b>-707</b>	<b>-736</b>	<b>-767</b>	<b>670</b>
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	505	529	553	658	707	736	767	4 455
<i>Emprunt</i>	3 925	0	1 200	0	0	0	0	5 125

- Grâce à un recours à l'emprunt à deux reprises (2014 et 2016) ainsi qu'à son autofinancement élevé comparativement aux engagements de dépenses, la CCPC a très peu mobilisé son fonds de roulement.
- En effet, elle a puisé dans son FDR en 2014-2015 pour financer ses investissements, puis l'autofinancement élevé dégagé de sa section fonctionnement lui a permis de venir abonder ce dernier sur le reste de la période.

# Un désendettement progressif permettant de descendre en dessous des seuils prudentiels à partir de 2016

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le  
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

## Evolution de l'endettement



- Le seuil d'alerte en matière de capacité de désendettement se situe à 13 ans au début de la période puis diminue fortement tout au long de la période.

**Fin 2020, elle s'établit à 3,2 années ce qui est particulièrement faible. La CCPC disposera donc d'une marge de manœuvre complémentaire pour financer ses projets d'investissement sur le mandat.**

# Partie 1 : **Synthèse de la rétrospective du territoire**

## Les flux croisés Communes/Communauté

# Un territoire qui maintient son bénéfice net au

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

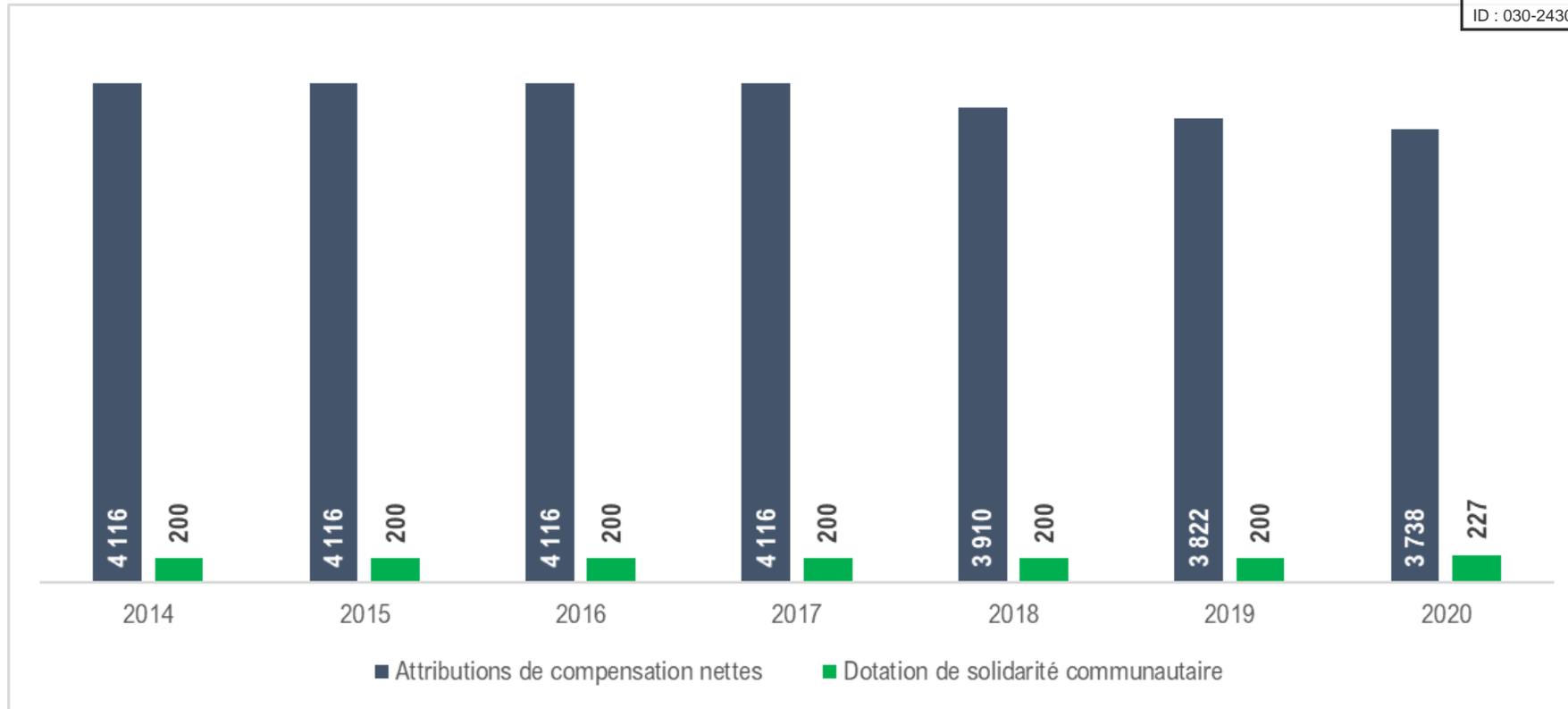
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution annuelle
<b>Montant de reversement</b>	<b>398 366</b>	<b>550 758</b>	<b>700 257</b>	<b>685 886</b>	<b>687 458</b>	<b>691 686</b>	<b>728 009</b>	<b>11%</b>
<b>Montant de contribution</b>	<b>- 128 759</b>	<b>- 181 502</b>	<b>- 226 263</b>	<b>- 357 804</b>	<b>- 344 968</b>	<b>- 389 012</b>	<b>- 439 903</b>	<b>23%</b>
<b>Solde</b>	<b>269 607</b>	<b>369 256</b>	<b>473 994</b>	<b>328 082</b>	<b>342 490</b>	<b>302 674</b>	<b>288 106</b>	<b>1,11%</b>

*(montants en €)*

- Depuis la mise en œuvre du FPIC le territoire est maintenu bénéficiaire net au titre du FPIC malgré :
  - Une forte progression de la contribution +23% par an en moyenne principalement expliquée par une forte croissance du PFIA/hab. augmentation le rang de contributeur
  - Une progression certaine mais moindre du reversement : +11% par an en moyenne. Cette croissance résulte cependant d'une progression moindre de l'EFIA du territoire comparativement à la moyenne nationale.

# Evolution des flux financiers avec les communes membres (en k€)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le  
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



- Les AC nettes suivent une tendance à la baisse induit par l'impact des différents transferts de compétences opérés sur la période ainsi que par la réévaluation du service commun ADS
- La DSC est stable sur la période. Elle se maintient à 200k€ jusqu'en 2019 et augmente légèrement en 2020
- L'enveloppe globale (AC + DSC) représente en moyenne 26% des dépenses réelles de la CCPC

# L'évolution du coût des compétences liées (en €)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

Compétences transférées	Coût estimé au moment du transfert	2017	2018	2019	2020	2021*	Coût de la compétence (moyenne 2017-2021)	Ecart
Elimination et valorisation des déchets	554 153 €	401 197 €	440 526 €	932 996 €	-225 169 €	1 189 100 €	547 730 €	<b>6 423 €</b>
Restauration scolaire	313 861 €	1 236 706 €	1 199 408 €	1 253 696 €	1 787 948 €	1 876 100 €	1 470 772 €	<b>-1 156 910 €</b>
Voirie intra-communautaire	34 815 €	596 364 €	182 904 €	452 582 €	260 054 €	526 518 €	403 685 €	<b>-368 870 €</b>
Enseignement de la musique	145 130 €	560 007 €	623 953 €	669 311 €	759 949 €	824 010 €	687 446 €	<b>-542 316 €</b>
Développement économique	8 260 €	127 761 €	156 540 €	146 381 €	127 566 €	279 250 €	167 500 €	<b>-159 240 €</b>
Halte Nautique	15 086 €	42 733 €	49 754 €	78 964 €	45 222 €	66 500 €	56 634 €	<b>-41 548 €</b>
Urbanisme/Aménagement de l'espace	61 472 €	274 349 €	332 042 €	275 564 €	349 823 €	468 000 €	339 956 €	<b>-278 484 €</b>
Tourisme	37 381 €	214 026 €	201 438 €	245 002 €	278 180 €	279 390 €	243 607 €	<b>-206 226 €</b>
Point Emploi	29 756 €	14 372 €	4 484 €	969 €	1 664 €	4 100 €	5 118 €	<b>24 638 €</b>
MLJ	18 461 €	47 395 €	40 567 €	41 427 €	42 725 €	46 600 €	43 743 €	<b>-25 281 €</b>
PLIE	3 195 €	15 124 €	-22 431 €	-2 317 €	37 207 €	820 €	5 681 €	<b>-2 485 €</b>
APP	13 720 €	4 105 €	1 106 €	0 €	0 €	0 €	1 042 €	<b>12 678 €</b>
Syndicat Mixte du Paus	1 295 €	26 447 €	40 121 €	40 424 €	40 704 €	52 000 €	39 939 €	<b>-38 644 €</b>
Arts et traditions	3 399 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>3 399 €</b>
Maison de justice et de droit	3 811 €	26 066 €	23 478 €	27 880 €	21 772 €	29 850 €	25 809 €	<b>-21 998 €</b>
Police municipale intercommunale	45 794 €	154 647 €	188 381 €	218 869 €	209 218 €	233 270 €	200 877 €	<b>-155 083 €</b>
GEMAPI	396 597 €		439 361 €	422 081 €	541 984 €	1 024 300 €	606 931 €	<b>-210 334 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 686 187 €</b>	<b>3 741 298 €</b>	<b>3 901 633 €</b>	<b>4 803 828 €</b>	<b>4 278 846 €</b>	<b>6 899 808 €</b>	<b>4 239 537 €</b>	<b>-2 949 947 €</b>

## Partie 2 : **Synthèse de la prospective du territoire**

### Les hypothèses de projection

# Détermination des hypothèses de projection 2021-2026

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le  
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

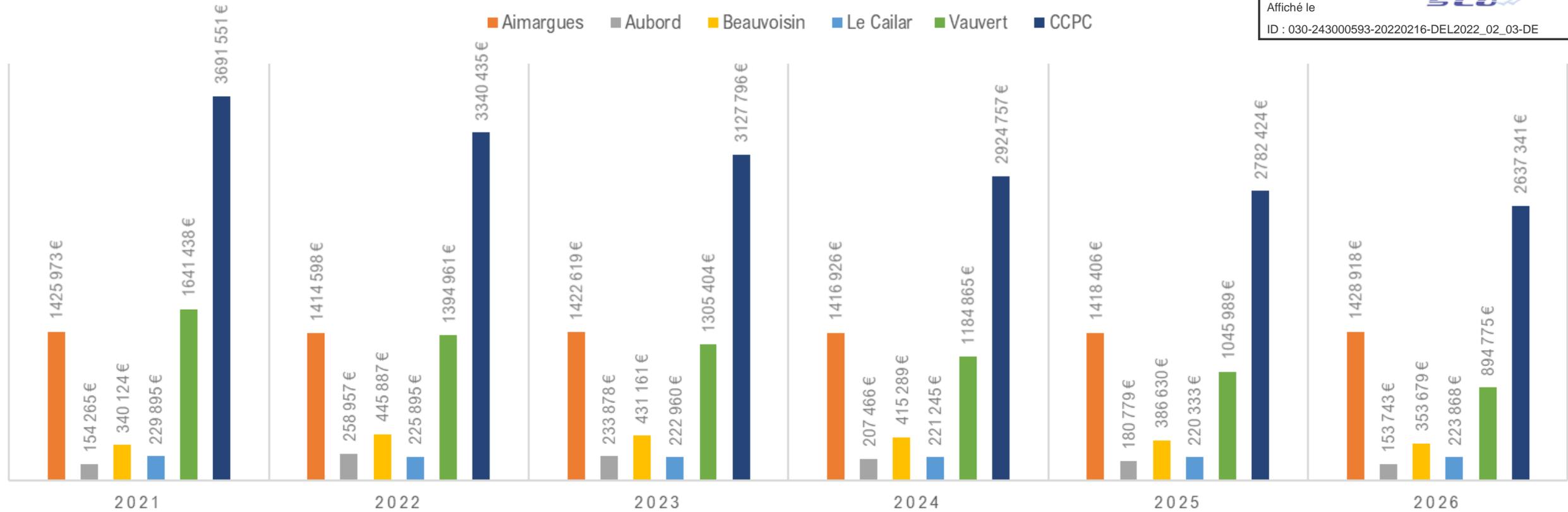
- L'ensemble des postes de la section de fonctionnement ont été projetés sur la base :
  - Des informations transmises par les collectivités lors de l'entretien individuel
  - Des projections financières et fiscales réalisées par le cabinet CapHornier sur les dotations et la fiscalité (bases fiscales)
- Au titre de la section d'investissement la prospective intègre :
  - Les PPI ou à défaut, la moyenne des investissements 2017-2021 constatée et appliqué chaque année sur la période 2021-2026
  - La perception du FCTVA l'année N sur 85% des dépenses d'investissement
  - Un taux de subvention prudent porté à 30% du montant total des dépenses d'équipement annuelles lorsqu'une moyenne des investissements a été retenu
  - Un bouclage par l'emprunt d'équilibre

# Partie 3 : **Synthèse de la prospective du territoire**

## Grands équilibres financiers

# EVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2021-2026	Evolution 2021-2026 en volume
Aimargues	0,0%	2 946 €
Aubord	-0,1%	-522 €
Beauvoisin	0,8%	13 555 €
Le Cailar	-0,5%	-6 028 €
Vauvert	-11,4%	-746 663 €
CCPC	-6,5%	-1 054 210 €
Consolidé	-5,3%	-1 790 923 €

# EVOLUTION DE L'ÉPARGNE NETTE

(Montants en €)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

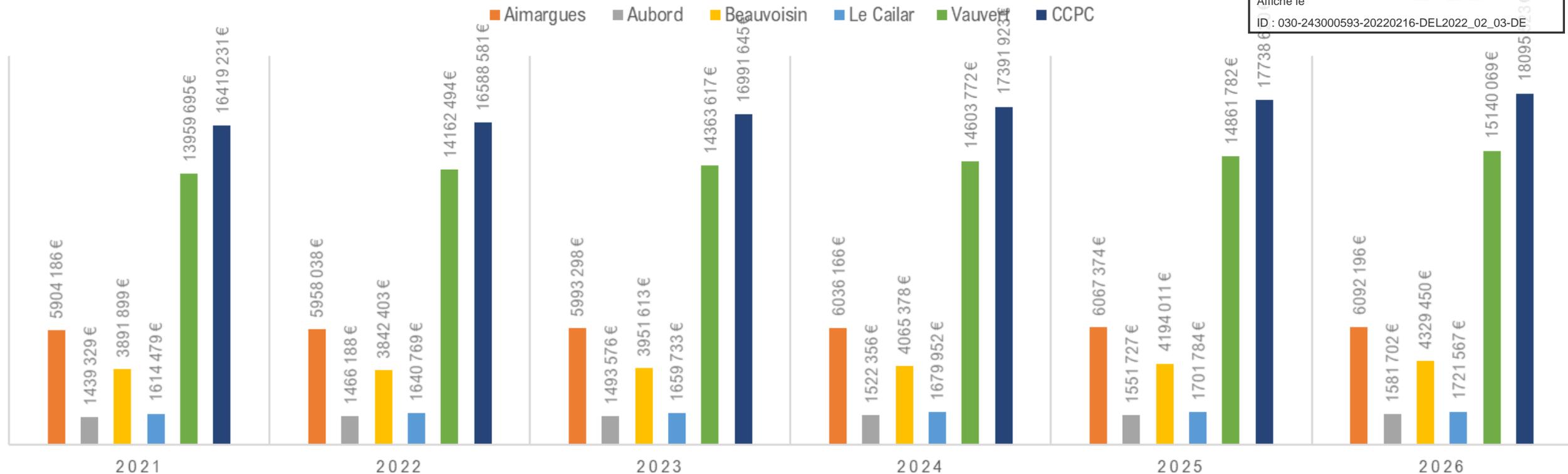
■ Aimargues  
 ■ Aubord  
 ■ Beauvoisin  
 ■ Le Cailar  
 ■ Vauvert  
 ■ CCPC



	Evolution annuelle moyenne 2021-2026
Aimargues	0,4%
Aubord	1,4%
Beauvoisin	-162,8%
Le Cailar	-0,9%
Vauvert	-189,2%
CCPC	-13,5%
Consolidé	-13,5%

# EVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

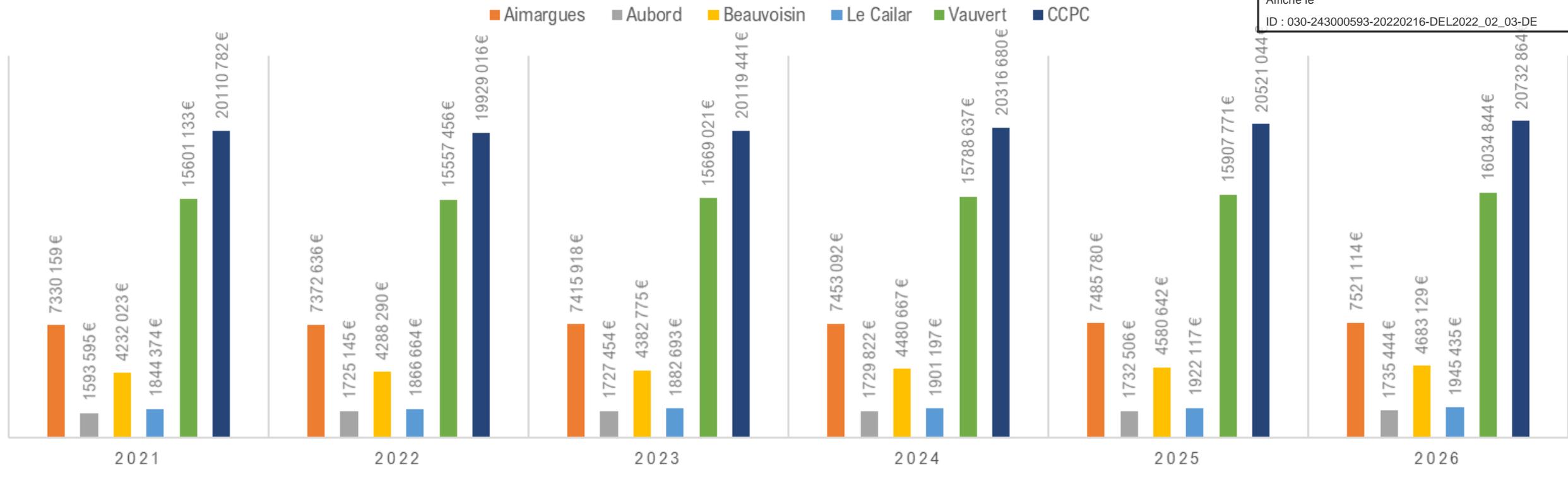
Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le  
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE



	Evolution annuelle moyenne 2021-2026
Aimargues	0,6%
Aubord	1,9%
Beauvoisin	2,2%
Le Cailar	1,3%
Vauvert	1,6%
CCPC	2,0%
Consolidé	1,7%

# EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

(Montants en €)  
 Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

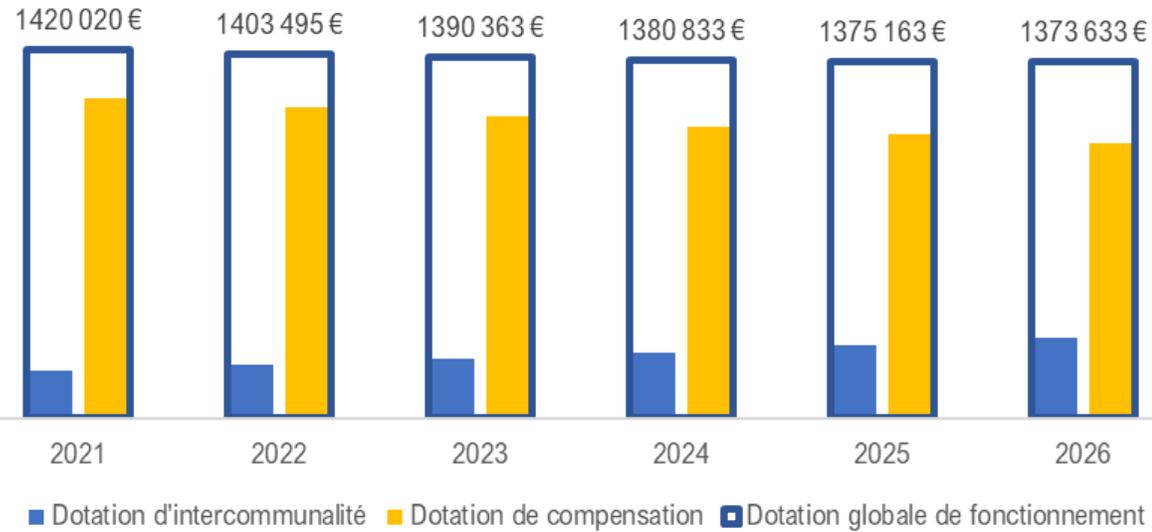


	Evolution annuelle moyenne 2021-2026
Aimargues	0,5%
Aubord	1,7%
Beauvoisin	2,0%
Le Cailar	1,1%
Vauvert	0,5%
CCPC	0,6%
Consolidé	0,8%

# Les recettes de fonctionnement (2) – La DGF

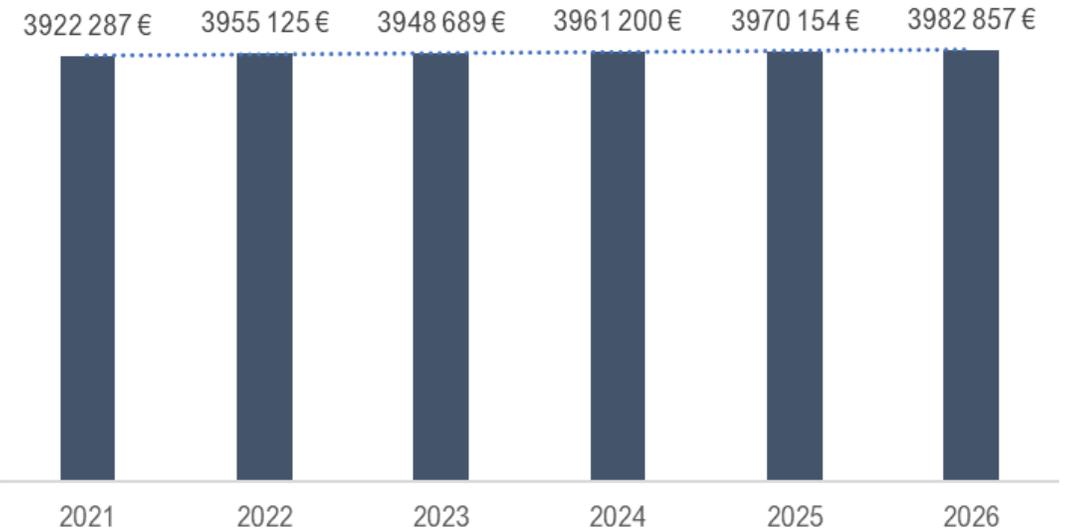
Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le   
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

### Evolution de la DGF de la CCPC



*(montants en €)*

### Evolution de la DGF des communes membres



*(montants en €)*

# Les recettes de fonctionnement (3) – le FPIC

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
 Reçu en préfecture le 22/02/2022  
 Affiché le   
 ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

*(montants en €)*

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant de reversement	751 092	748 249	745 456	742 713	740 018	737 371
Montant de contribution	488 814	488 827	488 827	488 827	488 827	488 827
Solde	262 279	259 422	256 629	253 886	251 191	248 544

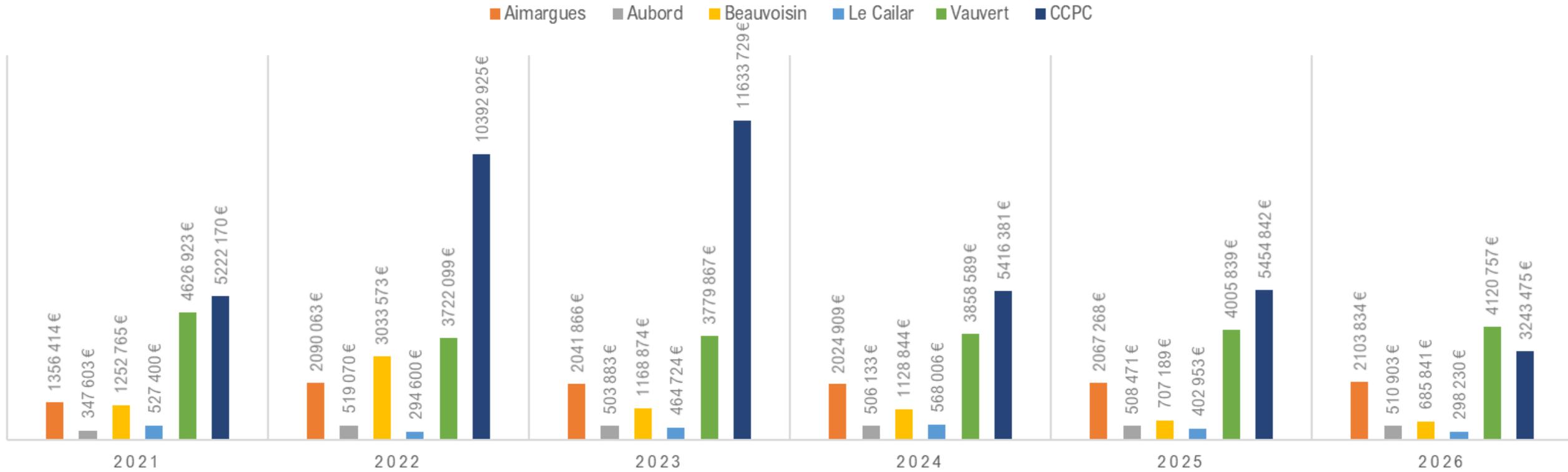
*(montants en €)*

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
Montant de reversement	Airmargues	86 202	85 876	85 555	85 240	84 931	84 627
	Aubord	46 825	46 648	46 474	46 303	46 135	45 970
	Beauvoisin	100 017	99 638	99 266	98 901	98 542	98 190
	Cailar	50 114	49 924	49 738	49 555	49 375	49 198
	Vauvert	176 311	175 643	174 988	174 344	173 711	173 090
Montant de reversement au bénéfice des communes	459 469	457 729	456 021	454 343	452 694	451 075	

*(montants en €)*

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
Montant de contribution	Airmargues	71 774	71 776	71 776	71 776	71 776	71 776
	Aubord	21 716	21 717	21 717	21 717	21 717	21 717
	Beauvoisin	44 210	44 211	44 211	44 211	44 211	44 211
	Cailar	21 710	21 711	21 711	21 711	21 711	21 711
	Vauvert	139 614	139 618	139 618	139 618	139 618	139 618
Montant de contribution à la charge des communes	299 024	299 032	299 032	299 032	299 032	299 032	

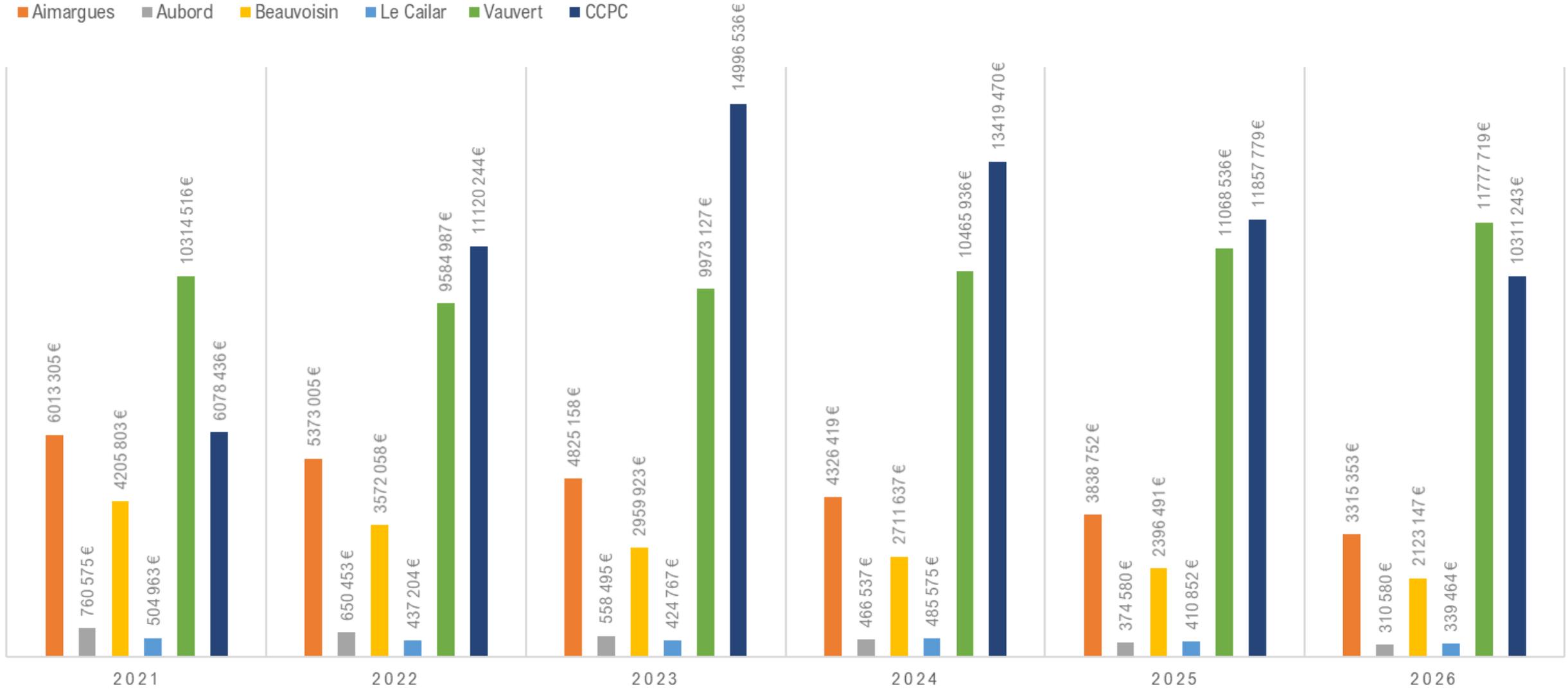
# EVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



	Evolution annuelle moyenne 2021-2026
Aimargues	9,2%
Aubord	8,0%
Beauvoisin	-11,4%
Le Cailar	-10,8%
Vauvert	-2,3%
CCPC	-9,1%
Consolidé	-3,8%

# EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE

■ Aimargues ■ Aubord ■ Beauvoisin ■ Le Cailar ■ Vauvert ■ CCPC



## Au titre des communes :

- Certaines communes présentent des contraintes fortes sur le fonctionnement et une faible capacité voire incapacité à mobiliser l'emprunt pour le financement des investissements
- Le financement des investissements repose sur une logique pragmatique avec des programmations à la hauteur des capacités à financer

## Au titre de la CCPC :

- Une capacité d'investissement satisfaisante
- Un autofinancement facilitant les investissements mais de lourds programmes à investir en début de mandat venant alourdir la charge de la dette

# Synthèse de la prospective du territoire

Envoyé en préfecture le 22/02/2022  
Reçu en préfecture le 22/02/2022  
Affiché le   
ID : 030-243000593-20220216-DEL2022\_02\_03-DE

- **Malgré une vision consolidée qui met en évidence une progression de l'épargne brute des communes, toutes les communes ne sont pas concernées par cette dynamique → un soutien à l'autofinancement peut être nécessaire pour redonner à ces collectivités des marges d'autofinancement accompagné d'une aide au financement des investissements.**
- **La dynamique que suit l'autofinancement de la communauté tend à une réduction des marges de manœuvres principalement en raison d'une réduction de la DGF perçue et d'une charge de la dette qui vient réduire son épargne nette → Il conviendra donc d'être attentif aux futurs charges que la CC devra supporter**
- **Globalement, le territoire dispose de peu/pas de marges de manœuvres concernant la fiscalité locale : taux relativement élevés de manière généralisée pour les communes et la CC. De plus, il n'est pas souhaité d'augmenter la pression fiscale des contribuables du territoire.**

Annexe n° 2 Evolution des ratios  
financiers de la Communauté de  
Communes intégrant les éléments du  
PFF

	Fil de l'eau	Scénario 1 Env FDC 400 000€ + DSC	Scénario 2 Env FDC 500 000€ + DSC	Scénario 3 Env FDC 600 000€ + DSC	Scénario 4 Env FDC 600 000€ + DSC + PPI actualisé montant minimal	Scénario 5 Env FDC 600 000€ + DSC + PPI actualisé montant maximal
Epargne brute (en €)	2 637 341 €	2 576 544 €	2 570 495 €	2 556 936 €	2 547 362 €	2 484 335 €
Taux d'épargne brute (en %)	12,4%	12,3%	12,3%	12,2%	12,2%	11,9%
Epargne nette (en €)	1 393 866 €	1 442 922 €	1 417 442 €	1 360 561 €	1 349 287 €	1 086 600 €
Taux d'épargne nette (en %)	7,2%	6,9%	6,8%	6,5%	6,4%	5,2%
Dépenses d'investissement total 2022-2026	37 333 312 €	38 133 312 €	38 533 312 €	38 933 312 €	39 696 312 €	49 192 312 €
Recettes d'investissement total 2022-2026	9 892 006 €	9 892 006 €	9 892 006 €	9 892 006 €	11 538 050 €	14 990 050 €
<i>Charge nette d'investissement</i>	<i>27 441 306 €</i>	<i>28 241 306 €</i>	<i>28 641 306 €</i>	<i>29 041 306 €</i>	<i>28 158 262 €</i>	<i>34 202 262 €</i>
Encours de dette au 31/12/2026 (en €)	7 891 866 €	8 785 666 €	9 142 869 €	9 971 577 €	10 951 886 €	16 133 875 €
Taux d'endettement (en %)	37,7%	41,9%	43,6%	47,6%	52,3%	77,0%
Remboursement annuel du capital de dette	1 092 033 €	1 133 622 €	1 153 053 €	1 196 375 €	1 198 075 €	1 397 736 €
Capacité de désendettement (en années)	3,0	3,4	3,6	3,9	4,3	6,5